



Demande d'examen au cas par cas pour l'aménagement d'une piste de Luge - Châtel



Date : juin 22

N° affaire : 20221763

N° Ref : 22TEC0646- A

SOMMAIRE

1. LE SITE.....	5
1.1. La commune de Chatel	5
1.2. La station de Chatel.....	5
1.3. Localisation de la zone de projet.....	6
2. LE PROJET.....	8
2.1. Description du projet.....	8
2.1.1. Etat actuel.....	8
2.1.2. Objectifs et justifications	10
2.1.3. Description des aménagements prévus	10
2.1.3.1. Le tracé de la piste de luge	10
2.1.3.2. Le déboisement.....	13
2.1.3.3. L'éclairage (norme de sécurité)	13
2.1.3.4. Le dévoiement d'une portion de neige de culture	13
2.1.3.5. Synthèse du projet	15
2.2. Localisation du projet sur un plan IGN 1/25000	16
2.3. Planning des travaux.....	17
2.4. Plan masse.....	17
2.5. Profil en long.....	17
2.6. Positionnement réglementaire	21
2.6.1. Code de l'Environnement	21
2.6.2. Code l'Urbanisme	21
2.6.3. Code Forestier	21
3. CONTEXTE PAYSAGER.....	22
4. CONTEXTE HUMAIN.....	27
4.1. Urbanisme	27
4.2. Risques naturels	28
4.2.1. Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles	28
4.2.2. PPRN – Risque Inondation.....	29
4.2.3. PPRN – Risque Mouvement de terrain.....	29
4.2.4. Risque avalanche	31
4.2.5. PPRN – Gonflement des argiles	32
4.3. Zonages environnementaux	33
4.3.1. Aires d'inventaires.....	33
4.3.1.1. Zones Naturelles d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique	33

4.3.1.2. Zone d'Intérêt pour la Conservation des Oiseaux.....	33
4.3.2. Aires de protection	35
4.3.2.1. APPB	35
4.3.2.2. Natura 2000.....	35
4.3.2.3. Sites inscrits, sites classés	37
4.3.2.4. Les zones humides référencées.....	37
4.1. Agriculture et pastoralisme	39
4.2. Sylviculture	41
4.2.1. Couvert forestier	41
4.2.2. Forêt communale	43
5. CONTEXTE HYDROLOGIQUE	44
5.1. Hydrographie.....	44
5.1. Ressource en eau.....	45
5.2. Captages d'eau potable.....	45
6. CONTEXTE BIOTIQUE	47
6.1. Habitats.....	47
6.2. Flore	47
6.3. Faune.....	48
6.1. Continuités écologiques.....	48
7. VARIANTES	50
8. MESURES	52
8.1. Mesures d'accompagnement préalable.....	52
8.1.1. MAP1 : Passage d'un écologue sur la zone de projet.....	52
8.1.2. MAP2 : Etude géotechnique préalable.....	52
8.2. Mesures d'évitement.....	52
8.2.1. ME1 : Modification du projet suite au passage de l'écologue	52
8.2.2. ME2 : Mise en défens des secteurs à enjeu	52
8.3. Mesures de réduction	54
8.3.1. MR1 : Adaptation du calendrier de chantier	54
8.3.2. MR2 : Protection contre le risque de pollution turbide et chimique.....	54
8.3.2.1. Mise en place de bac de décantation et de filtre botte de paille	54
8.3.2.2. Kits antipollution.....	56
8.3.2.3. Gestion des déchets.....	56
8.3.2.4. Limitation des travaux en période de pluie	56
8.3.3. MR3 - Plan de circulation, de stationnement et de stockage	56

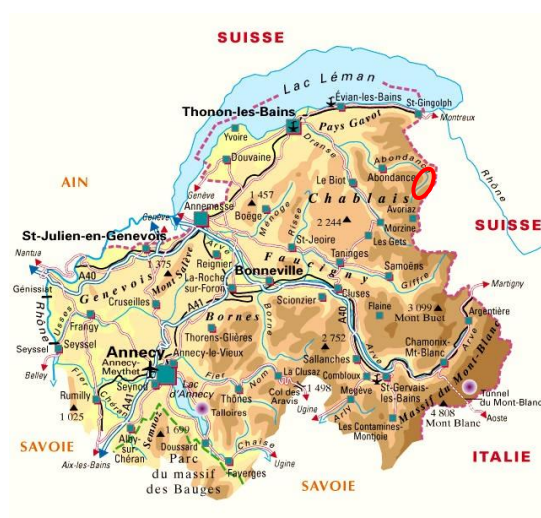
8.3.4.	<i>MR4 : Revégétalisation des espaces terrassés</i>	<i>56</i>
8.3.5.	<i>MR5 : Précautions lors de l'abattage des arbres</i>	<i>57</i>
8.3.6.	<i>MR6 : Concertation avec l'agriculteur du site</i>	<i>57</i>
8.4.	<i>Mesures de suivi.....</i>	<i>58</i>
8.4.1.	<i>MS1 – Suivi de chantier environnemental.....</i>	<i>58</i>
9.	EFFETS CUMULES.....	59
9.1.	<i>Demande d'examen au cas par cas sur le commune de Chatel</i>	<i>59</i>
9.2.	<i>Evaluation environnementale type Etude d'impact.....</i>	<i>59</i>
10.	CONCLUSION	60
11.	ANNEXE.....	61
11.1.	<i>Annexe 1 – Profil en long du projet</i>	<i>61</i>
11.2.	<i>Annexe 2- Droit d'eau de la station</i>	<i>62</i>

1. LE SITE

1.1. LA COMMUNE DE CHATEL

Châtel est une commune française limitrophe avec la Suisse, située dans le département de la Haute-Savoie, en région Auvergne-Rhône-Alpes. Village d'altitude situé au fond du val d'Abondance, dans le Chablais savoyard, la commune comptait 1 246 habitants en 2019.

Châtel est également une commune touristique station de sports d'hiver et d'été, à quelques pas d'Avoriaz. Son domaine skiable fait partie des 14 stations des Portes du Soleil.



1.2. LA STATION DE CHATEL

Châtel est au cœur du domaine skiable franco-suisse des Portes du Soleil. Ce domaine est l'un des plus vastes en Europe et comprend 12 stations reliées : 8 stations françaises dont Avoriaz, Morzine, Montriond, Les Gets, St Jean d'Aulps, Abondance, La Chapelle d'Abondance et Châtel et 4 stations suisses : Champéry, Torgon, Morgins, Les Crosets - Val d'Illeiz - Champoussin.

On y dénombre 306 pistes pour 195 remontées mécaniques auxquelles on accède au moyen d'un forfait unique.

Depuis Châtel on accède directement à Avoriaz, Morgins et Torgon.



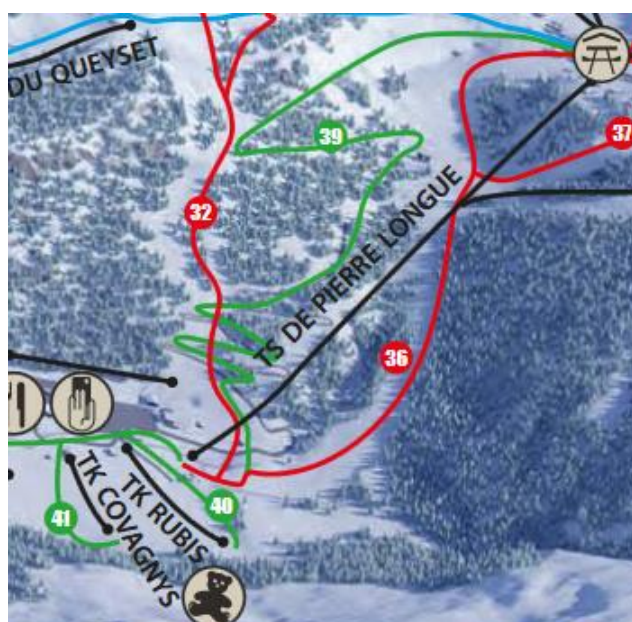
DOMAINE SKIABLE DES PORTES DU SOLEIL – EN ROUGE LE DOMAINE DE CHATEL

1.3. LOCALISATION DE LA ZONE DE PROJET

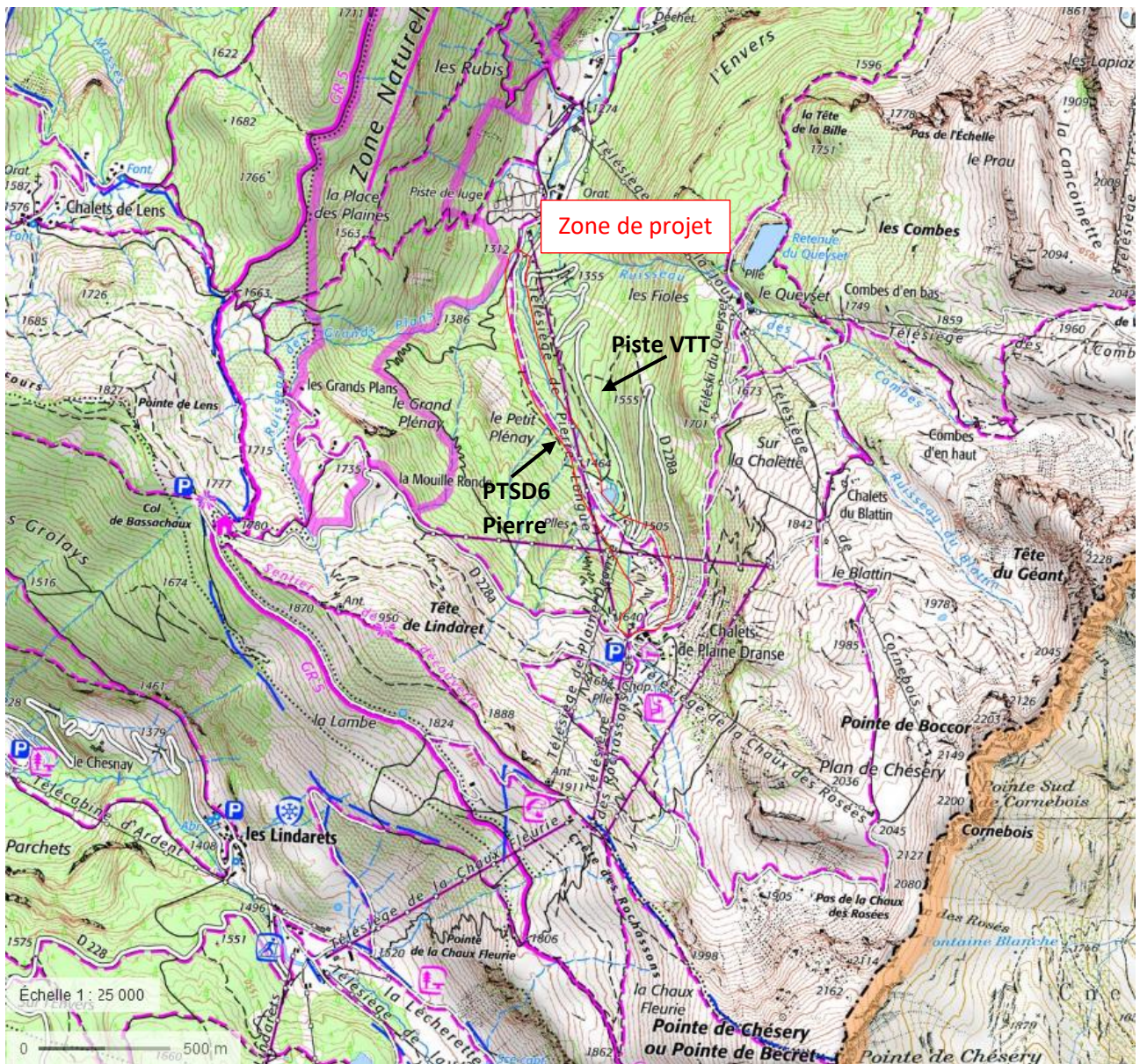
Le projet sera implanté sur la station de Châtel sur le secteur de Pré-la-Joux, à proximité du TSD6 Pierre Longue sur l'actuelle piste rouge Les Rochassons.



LOCALISATION SUR LE PLAN DES PISTES



ZOOM SUR LA PISTE ROUGE LES ROCHASSONS



LOCALISATION DE LA ZONE DE PROJET SUR UN PLAN IGN AU 1/25000

2. LE PROJET

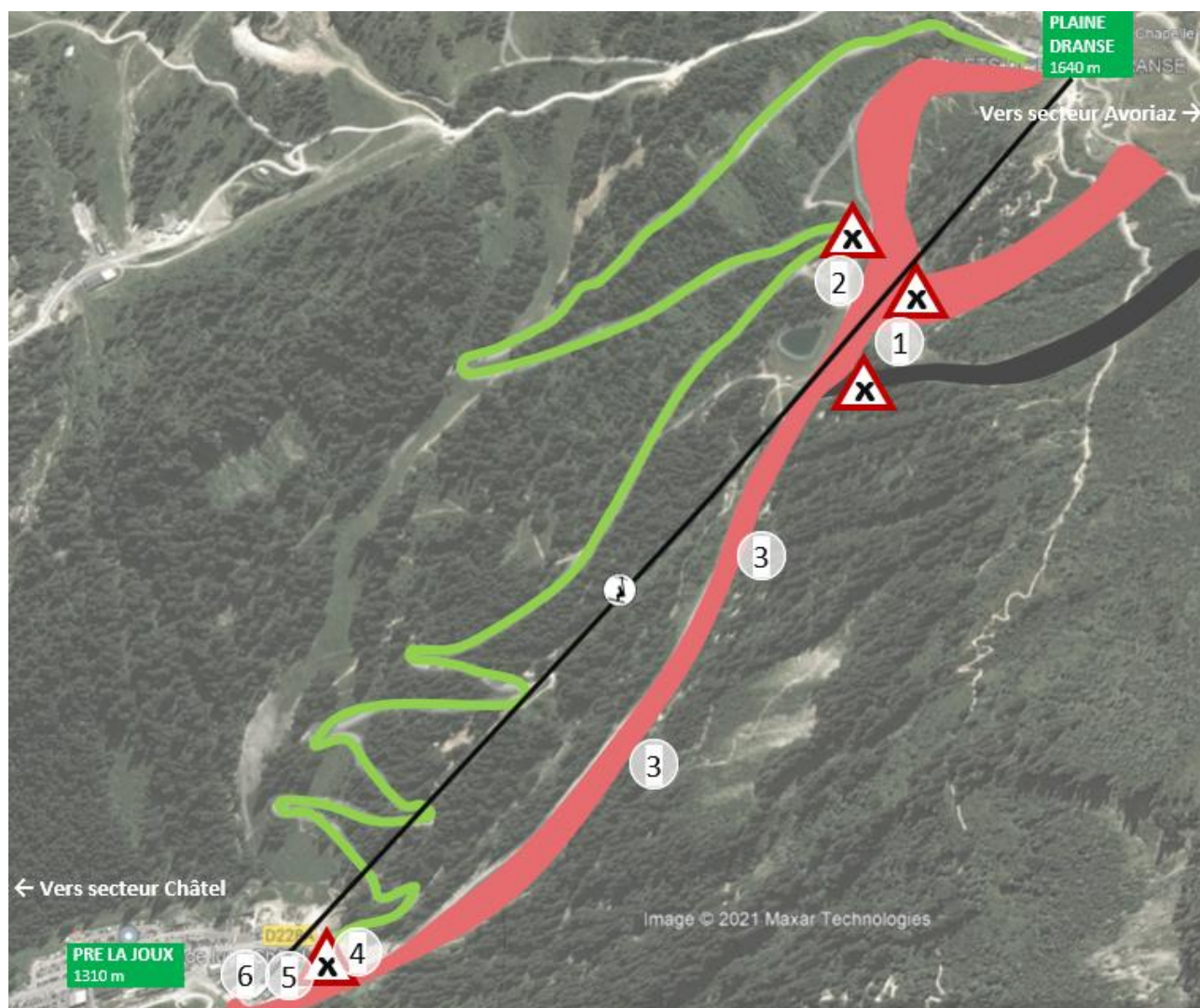
2.1. DESCRIPTION DU PROJET

La station de Châtel souhaite poursuivre sa diversification en entreprenant la réalisation d'une piste de luge hiver située sur le secteur de Pierre Longue, traduisant une volonté affirmée de solidifier une offre de loisirs performante.

Positionné en front de neige et s'élevant de 1300m à 1650m d'altitude, le secteur de Pierre Longue se prête parfaitement à l'implantation d'une piste de luge. Cette piste de luge devra être en adéquation avec le modèle de la station, à savoir une dimension familiale affirmée.

2.1.1. Etat actuel

Actuellement, on retrouve sur la zone de projet la piste rouge Les Rochassons, une piste VTT et le TSD6 Pierre Longue.

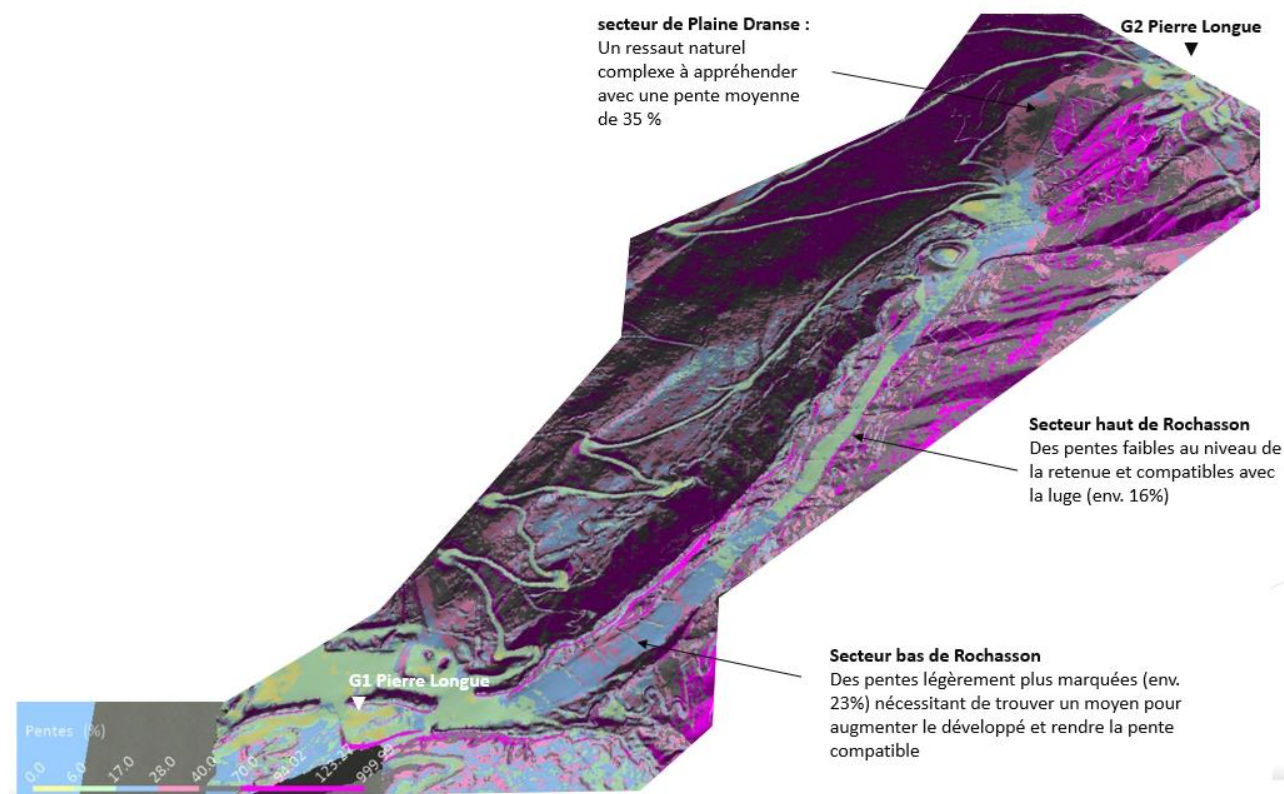


ETAT INITIAL DU SECTEUR

Plusieurs points ont été mis en évidence dans le cadre de l'étude de faisabilité pour le projet de luge :

- 1 : Intersection sur la partie haute entre la piste des Rochassons et les pistes de Casse-noisette et des Rhododendrons
- 2 : Intersection sur la partie haute entre la piste des Rochassons et la piste verte de la Belette
- 3 : En surlargeur d'une piste rouge, veiller à ne pas réduire la largeur de la piste
- 4 : Intersection sur la partie basse entre la piste des Rochassons et la piste verte de la Belette
- 5 : Complexité à la G1 du TSD pour sécuriser les flux entre skieurs, luges et piétons
- 6 : Busage partiel de la Dranse d'Abondance, obstacle à prendre en compte aux abords de la G1

La zone est composée de 3 secteurs distincts avec des contrepenes très marquées de part et d'autre de la piste, rendant très difficile tout élargissement.



2.1.2. Objectifs et justifications

Les objectifs du projet sont :

- Offrir un tracé avec un profil en long compris entre 15 et 20% de pente maximum
- Réduire au maximum le nombre de tunnels, qui nécessitent une forte maintenance
- Ne pas réduire les largeurs de pistes existantes et créer de points de croisements accidentogènes
- Proposer un aménagement de luge en prenant en compte les pistes de VTT existantes
- Concilier avec un tracé cohérent avec de nombreux enjeux environnementaux (zones humides notamment...)
- Souhait d'avoir une piste d'une largeur de 7m idéalement, minimum 6m
- Prévoir une liaison piétonne en parallèle de la piste de luge

2.1.3. Description des aménagements prévus

2.1.3.1. Le tracé de la piste de luge

Il a été identifié plusieurs enjeux qui ont été pris en compte de manière à s'assurer de la réussite du projet :

- Des pourcentages de pente cohérents avec une piste de luge (jusqu'à 15%, 20% exceptionnel)
- La possibilité du maintien la largeur de la piste actuelle,
- La possibilité de réversibilité des pistes VTT en fonction des saisons, permettant de limiter les emprises nécessaires pour cet aménagement, qui devient modulable en fonction des saisons :
 - Hiver : luge sur neige
 - Été : VTT
- Le respect des gabarits sous la ligne du TSD de Pierre-Longue, notamment aux abords de la gare de départ.



Principe d'ensemble du tracé de la piste de luge



Les travaux seront réalisés en déblais/remblais équilibrés sur l'emprise du projet au moyen de pelle mécanique.

Mode opératoire :

- Décapage de la terre végétale en la stockant sur l'emprise du chantier sous forme d'un merlon d'une hauteur maximale de 1.5m afin de préserver sa qualité en vue d'un régalage à la fin de chantier. Une fois en place, elle favorisera la reprise végétale grâce à la disponibilité d'une banque de graine.
- Les déblais :
 - déblaiement des matériaux, talutage avec arrondissement des hauts de talus sur 1,5 m afin d'éviter l'apparition de phénomènes tels que les terrassettes d'effondrement ;
 - démolition au B.R.H. (Brise-Roche Hydrolique) de roches ou de bancs de pierres éventuellement rencontrés
 - pente des talus de déblais à 66% pour éviter les instabilités de talus et favoriser la reprise des végétaux, les pentes seront adoucies.
- Les remblais :
 - mise en forme des talus (à 50%)
 - arrondissement des hauts de talus sur 1,5 m afin d'éviter l'apparition de phénomènes d'érosion pour les talus en remblais ;
 - toutes les dispositions permettant d'assurer une parfaite stabilité du remblai, notamment réalisation d'assise de plateforme par redans, drainage de l'assise des remblais, purges éventuelles avant mise en place des matériaux, triage des matériaux, amenée des matériaux.
 - compactage par couches successives de 0.40 m d'épaisseur maximum ;
- Rigole superficielles et cunettes de pieds de talus
 - mise en œuvre des cunettes ainsi que des rigoles superficielles d'une profondeur de 0,50m,
 - pente des rigoles de 12 à 15 %,
 - l'implantation sera réalisée en tenant compte des bassins versant de chacune des zones et les eaux seront évacuées des plates formes vers des écoulements naturels existants,
 - une cunette est également prévue en pied de chaque talus de déblais.
- Concassage, régalage et compactage
 - granulométrie identique aux portions de pistes existantes,
 - compactage par couches successives pour une bonne stabilité des matériaux.
- Accès
 - Les accès se feront par les routes carrossables de la station.

Les matériaux seront transportés de l'amont vers l'aval de la piste autant que possible.

Les matériaux utilisés pour les remblais proviendront exclusivement des matériaux décaissés sur les parties en déblais. Le transfert de matériaux sera limité à la simple emprise du projet, l'équilibre des matériaux étant respecté, il n'y aura donc pas de transport de terre vers ou depuis le site.

À la vue des terrains, il n'est pas prévu du minage toutefois, un BRH pourra être utilisé si nécessaire.

2.1.3.2. Le déboisement

Les secteurs envisagés sont au maximum des espaces déjà utilisés par le ski et le vtt, permettant de limiter le déboisement.

2.1.3.3. L'éclairage (norme de sécurité)

Afin de limiter au maximum la pollution lumineuse et visuelle, une solution a été trouvée d'équiper les usagers de la piste de luges de frontales, rechargeables.

Cela permet de s'affranchir de travaux qui pourraient être impactant pour le paysage tels que la mise en place de poteaux d'éclairage, de tranchées dédiées à la distribution d'énergie.

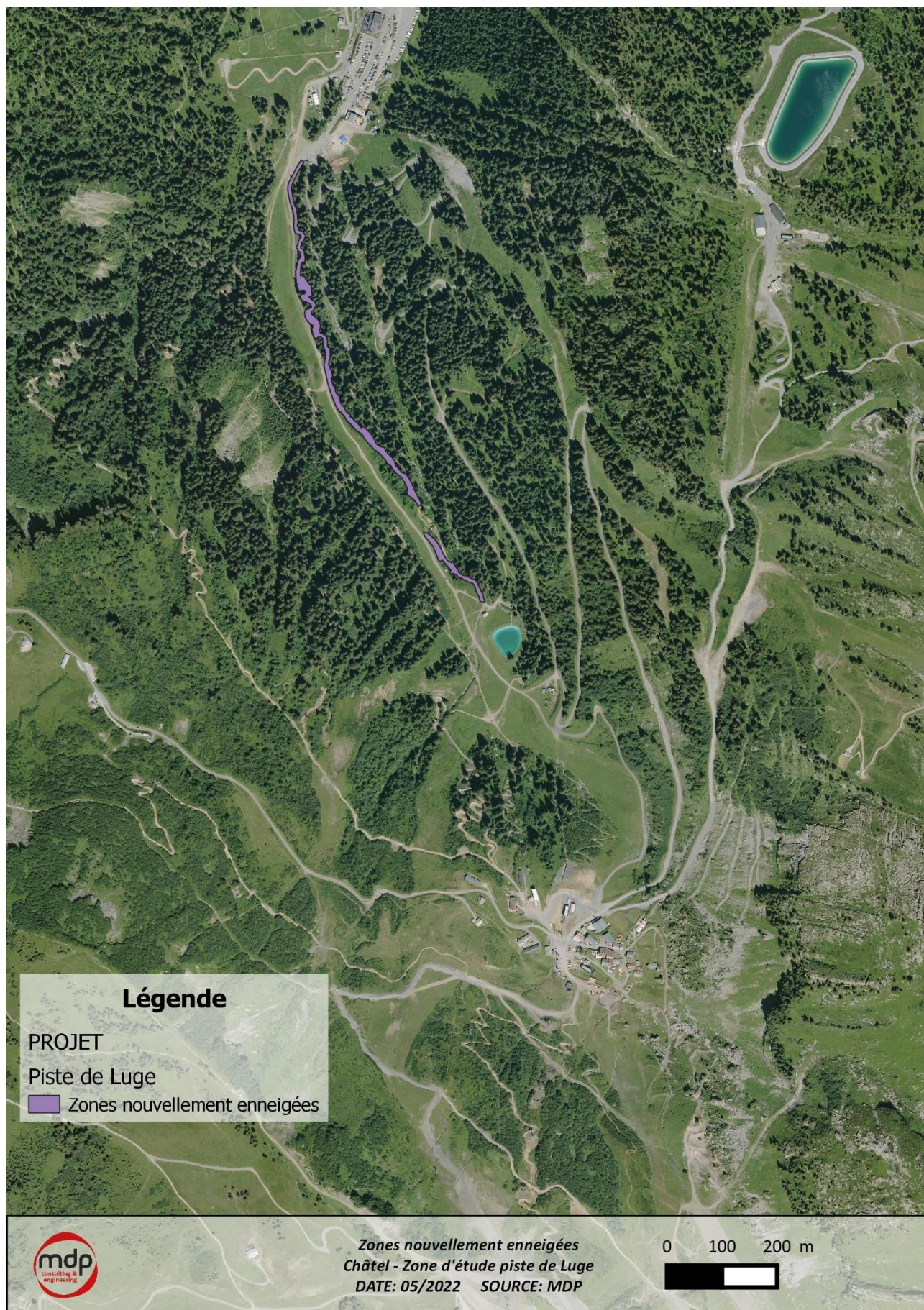
Seuls les deux tunnels de 30m et 12m sont équipés d'un éclairage Led.

Cette solution permet également une économie d'énergie importante (env. 40W par frontale X 80 personnes - 80 personnes simultanées sur la piste sont attendues en pic de fréquentation- : 3 200W) contre env. 28 500W avec une solution à base de projecteurs sur mâts.

2.1.3.4. Le dévoiement d'une portion de neige de culture

La piste existante est déjà équipée d'un réseau de neige de culture. Ainsi, celui-ci est réexploité pour la piste de luge et ne nécessite donc pas d'un nouveau réseau. La surface supplémentaire qui est prévue d'être utilisée par la piste de luge représente 8 856 m², représentant une consommation d'environ 1800m³ d'eau annuelle, soit 1.38% du droit actuel délivré par l'Arrêté Préfectoral n° DDEA-2009-651 à retrouver en annexe.

En effet, la station utilise aujourd'hui 120 000m³ annuellement, il reste donc un droit d'eau de 10000m³/an qui permettent le nouvel enneigement des portions supplémentaires de la piste de luge.



2.1.3.5. Synthèse du projet

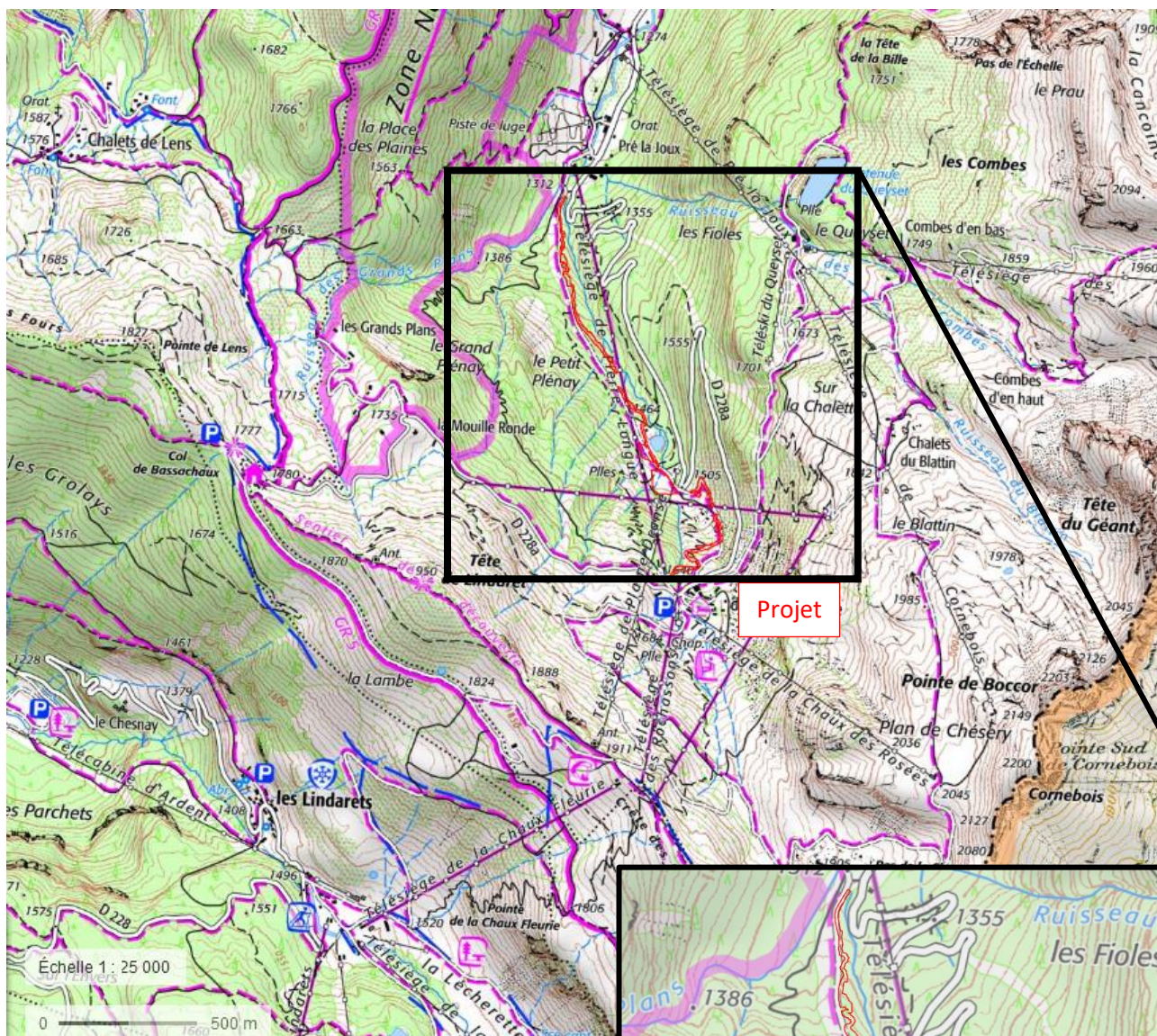
Le projet prévoit la création d'une piste de luge en hiver en bordure de l'actuelle piste de ski Les Rochassons. Au total, l'emprise des terrassements totale est de 2,62 ha et le projet est équilibré en matériaux.

La partie aval de la piste sera enneigée au moyen de l'actuel réseau d'enneigement (pas de création de réseaux, d'antenne ou de pause de nouvel enneigement). Les surfaces supplémentaires induisent l'utilisation de 1800m³ d'eau supplémentaires autorisées dans les droits d'eau de la station pour cette utilité.

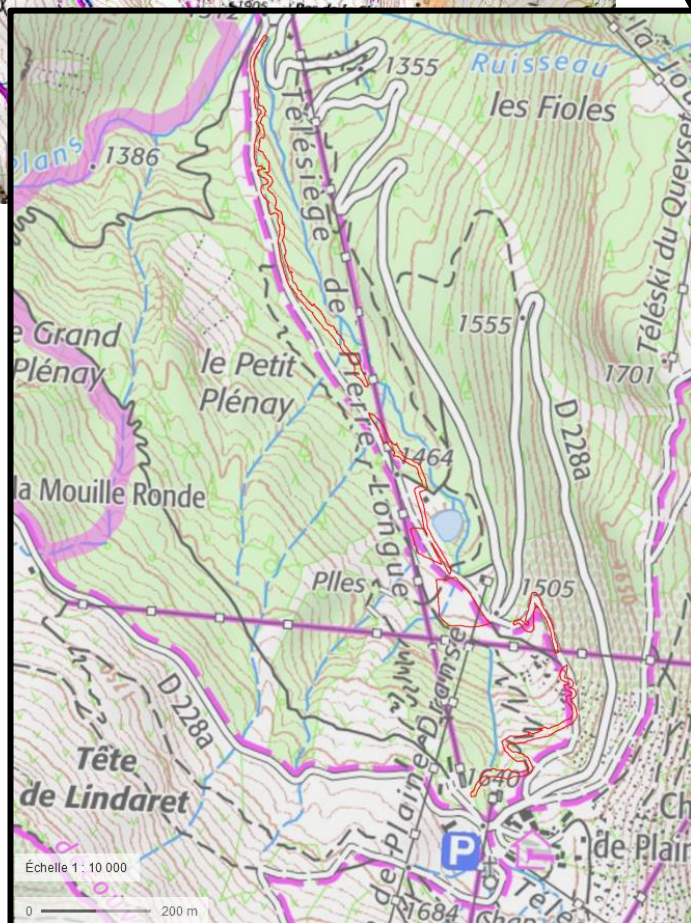
Le projet présente les caractéristiques suivantes :

Caractéristique	Unités
Surface des terrassements	26 200 m ²
Volume déblai	10 500 m ³
Volume remblai	10 500 m ³
Hauteurs max	-6 m/ +3,3 m
Surface nouvellement enneigée	8 856 m ²
Défrichement	4 600m ²

2.2. LOCALISATION DU PROJET SUR UN PLAN IGN 1/25000



LOCALISATION SUR IGN AU 1/25 000



ZOOM SUR LE PROJET (1/10 000)

2.3. PLANNING DES TRAVAUX

La durée envisagée des travaux est estimée à 5 mois environ.

Ils sont prévus d'être réalisés en deux phases :

Une première phase à partir du 15 Aout 2022 jusqu'au 31 octobre 2022 sur la partie haute principalement, comprenant notamment :

- le dévoiement du réseau neige existant pour permettre la création d'un « Tunnel » sur la partie amont de la piste
- Le déboisement sur les emprises de la piste
- La création de la piste de luge depuis le départ de Plaine Dranse jusqu'à l'intersection avec la piste de la Belette
- la mise en place des deux tunnels , en partie amont et à l'intersection avec la piste de la Belette

Une seconde phase à partir du 15 Aout 2023 jusqu'au 31 octobre 2022 sur la partie basse, comprenant notamment :

- La réalisation de la piste de luge depuis l'intersection avec la piste de la belette jusqu'à la gare de départ du télésiège de Pierre Longue
- Le surfacage de la piste des Rochassons pour corriger le dévers existant et obtenir un équilibre de déblais / remblais sur l'ensemble des terrassements

L'intérêt de ce découpage est d'être en cohérence avec les enjeux environnementaux qui sont autour de cet aménagement et de maintenir l'activité estivale du site durant la phase travaux.

Les travaux seront réalisés sur deux années consécutives à partir du 15 aout.

2.4. PLAN MASSE

Voir pages suivantes le plan masse général, le plan masse amont et aval.

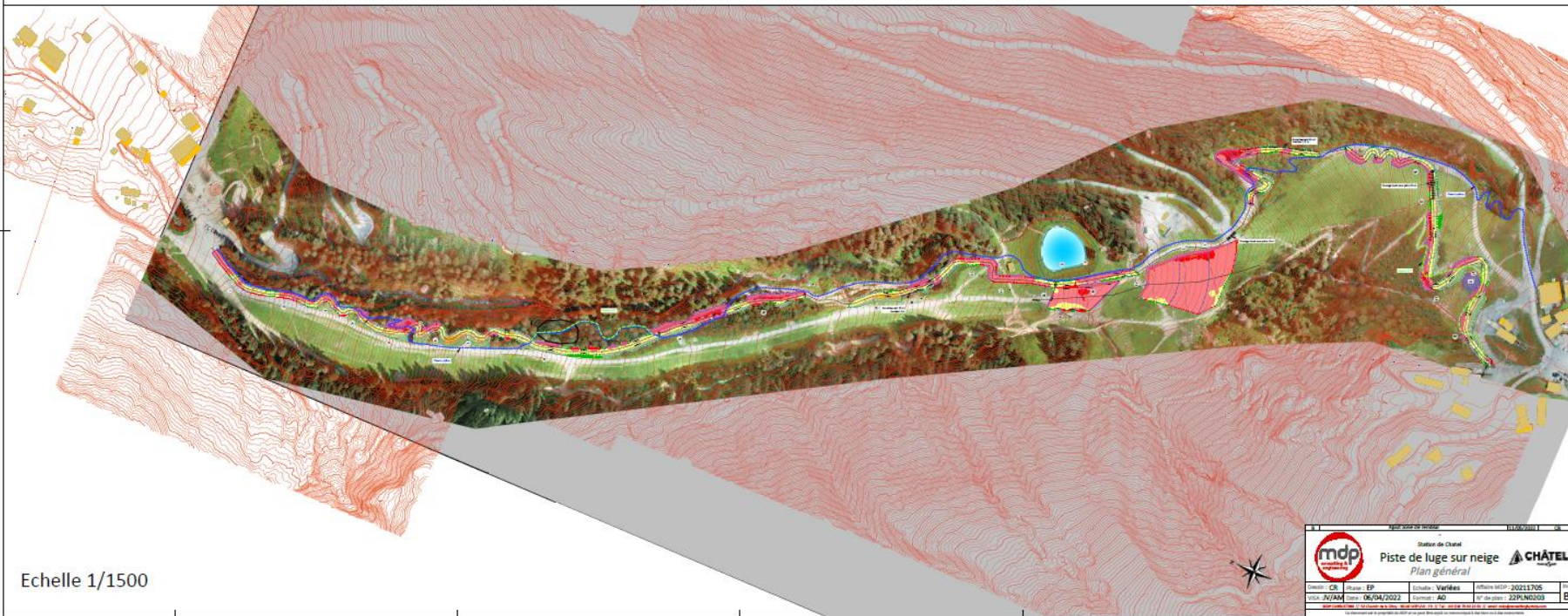
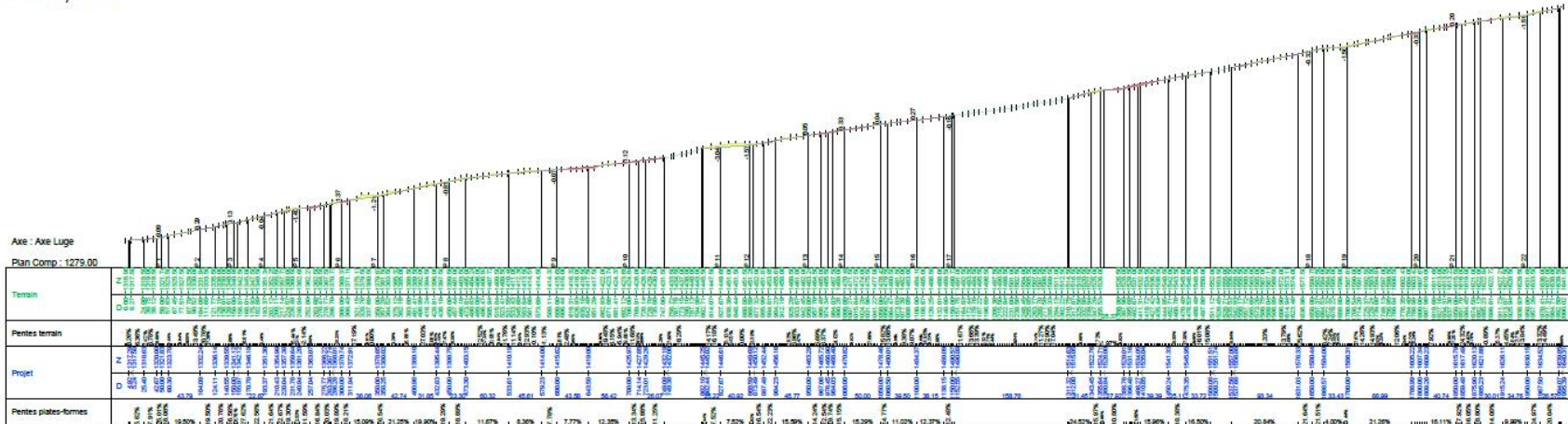
2.5. PROFIL EN LONG

Les profils en long sont à trouver en annexe de la note.

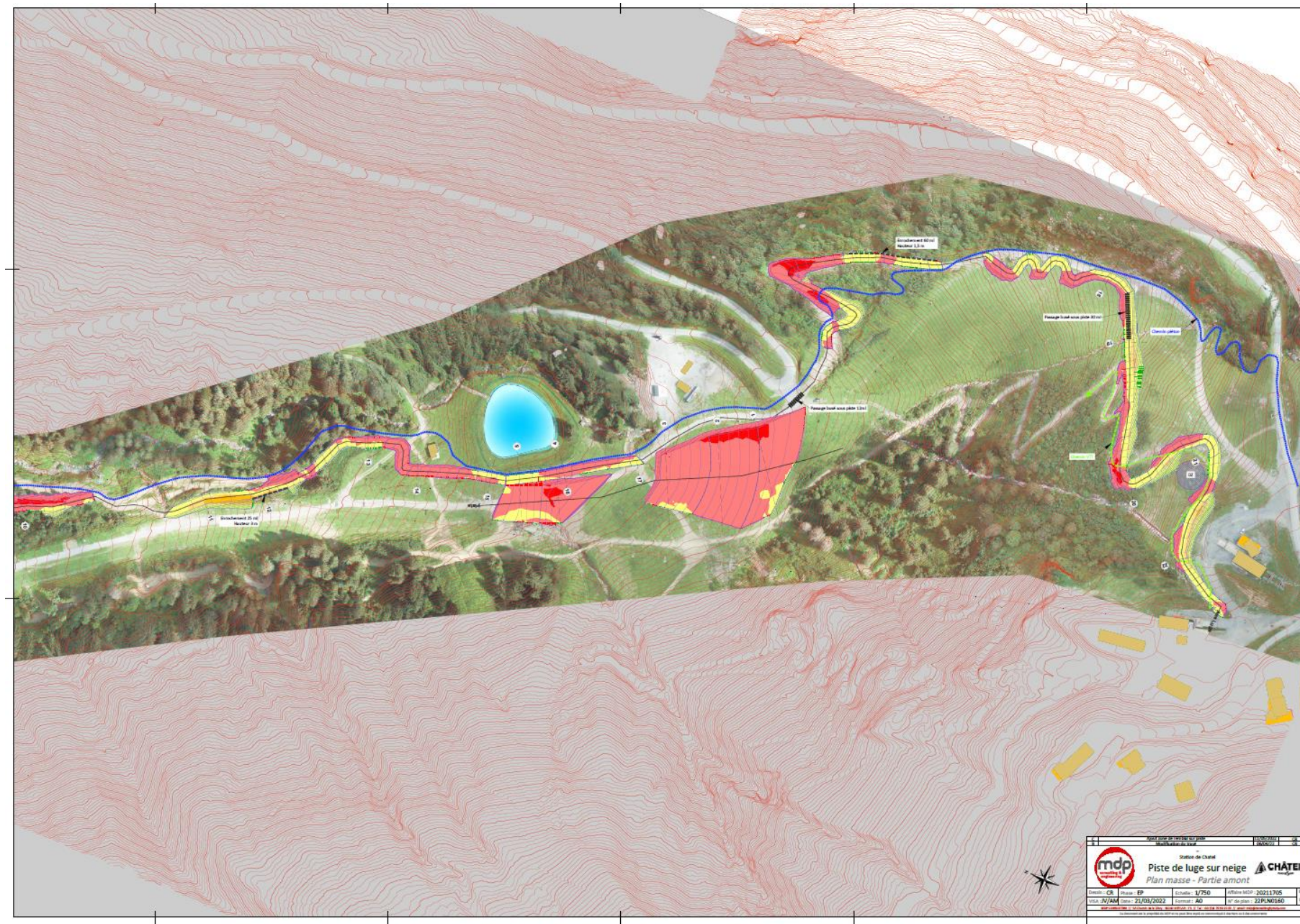


AMENAGEMENT D'UNE PISTE DE LUGE - CHATEL

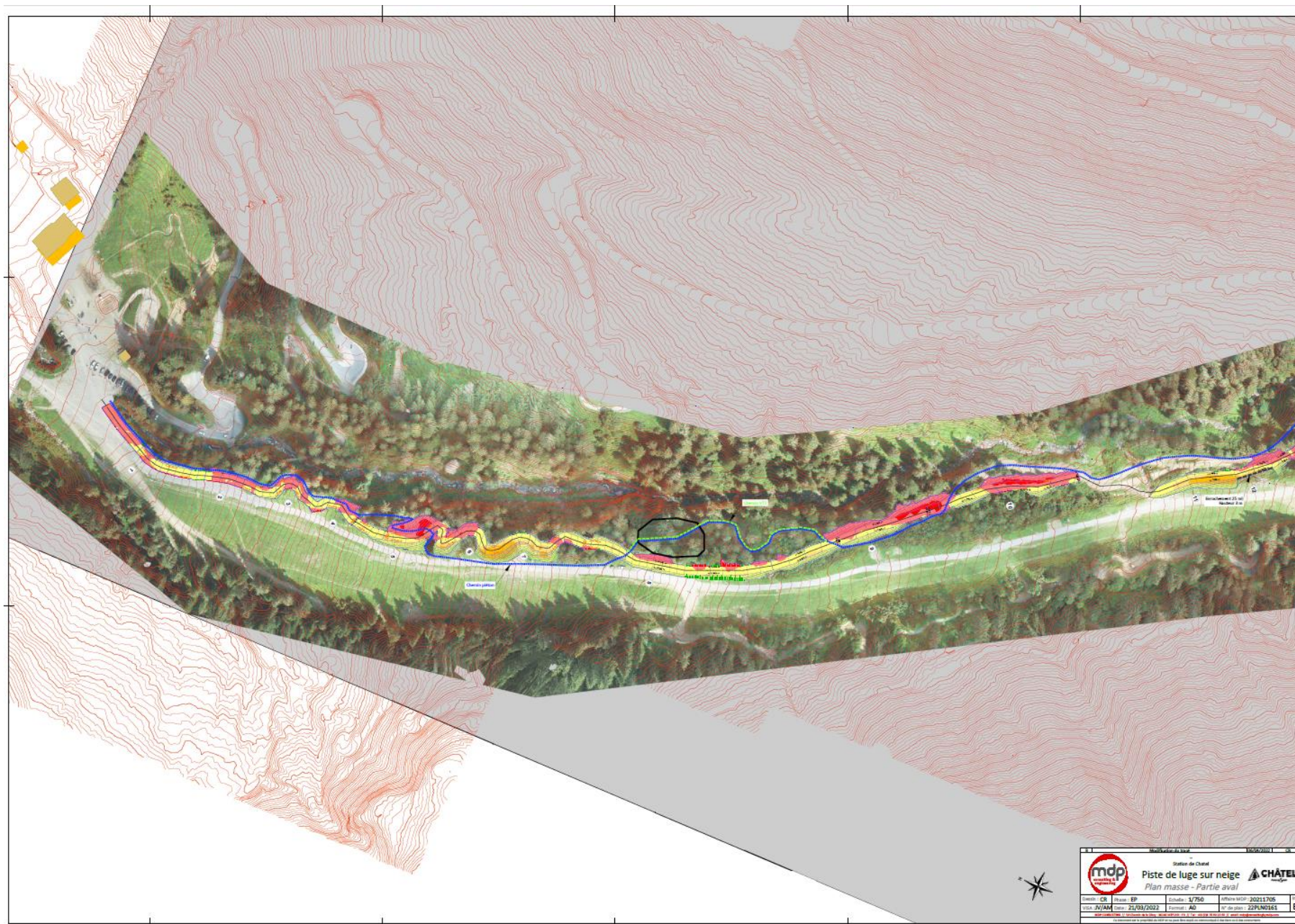
Echelle 1/2000



AMENAGEMENT D'UNE PISTE DE LUGE - CHATEL



AMENAGEMENT D'UNE PISTE DE LUGE - CHATEL



2.6. POSITIONNEMENT REGLEMENTAIRE

2.6.1. Code de l'Environnement

Catégories de projet	PROJETS	
	Soumis à évaluation environnementale	Soumis à examen au cas par cas
43. Pistes de ski, remontées mécaniques et aménagements associés.	a) Création de remontées mécaniques ou téléphériques transportant plus de 1 500 passagers par heure.	a) Remontées mécaniques ou téléphériques transportant moins de 1 500 passagers par heure à l'exclusion des remontées mécaniques démontables et transportables et des tapis roulants mentionnés à l'article L. 342-17-1 du code du tourisme
	b) Pistes de ski (y compris les pistes dédiées à la luge lorsque celles-ci ne comportent pas d'installation fixes d'exploitation permanente) d'une superficie supérieure ou égale à 2 hectares en site vierge ou d'une superficie supérieure ou égale à 4 hectares hors site vierge.	b) Pistes de ski (y compris les pistes dédiées à la luge lorsque celles-ci ne comportent pas d'installation fixes d'exploitation permanente) d'une superficie inférieure à 2 hectares en site vierge ou d'une superficie inférieure à 4 hectares hors site vierge.
	c) Installations et aménagements associés permettant d'enneiger une superficie supérieure ou égale à 2 hectares en site vierge ou d'une superficie supérieure ou égale à 4 hectares hors site vierge.	c) Installations et aménagements associés permettant d'enneiger une superficie inférieure à 2 hectares en site vierge ou une superficie inférieure à 4 hectares hors site vierge.

Conformément à l'annexe à l'article R122-2 du Code de l'Environnement, le projet de piste de luge d'une surface de 26 200 m² (2,6 ha) avec le nouvel enneigement de certaines portions, sont soumis à demande d'examen au cas par cas.

2.6.2. Code l'Urbanisme

Le projet est soumis à un permis d'aménager au titre du Code de l'Urbanisme.

2.6.3. Code Forestier

Le projet prévoit le défrichement de 0,46 ha dans un boisement non soumis au régime forestier. Une demande d'autorisation de défrichement sera déposée.

3. CONTEXTE PAYSAGER



LOCALISATION DES POINTS DE VUE — EN ROUGE LE PROJET

La zone de projet est composée de deux grands types de paysages, les paysages ouverts liés principalement à l'activité humaine (pistes de ski, layon de remontées mécaniques) et des paysages forestiers marqués par la présence de boisement dense.

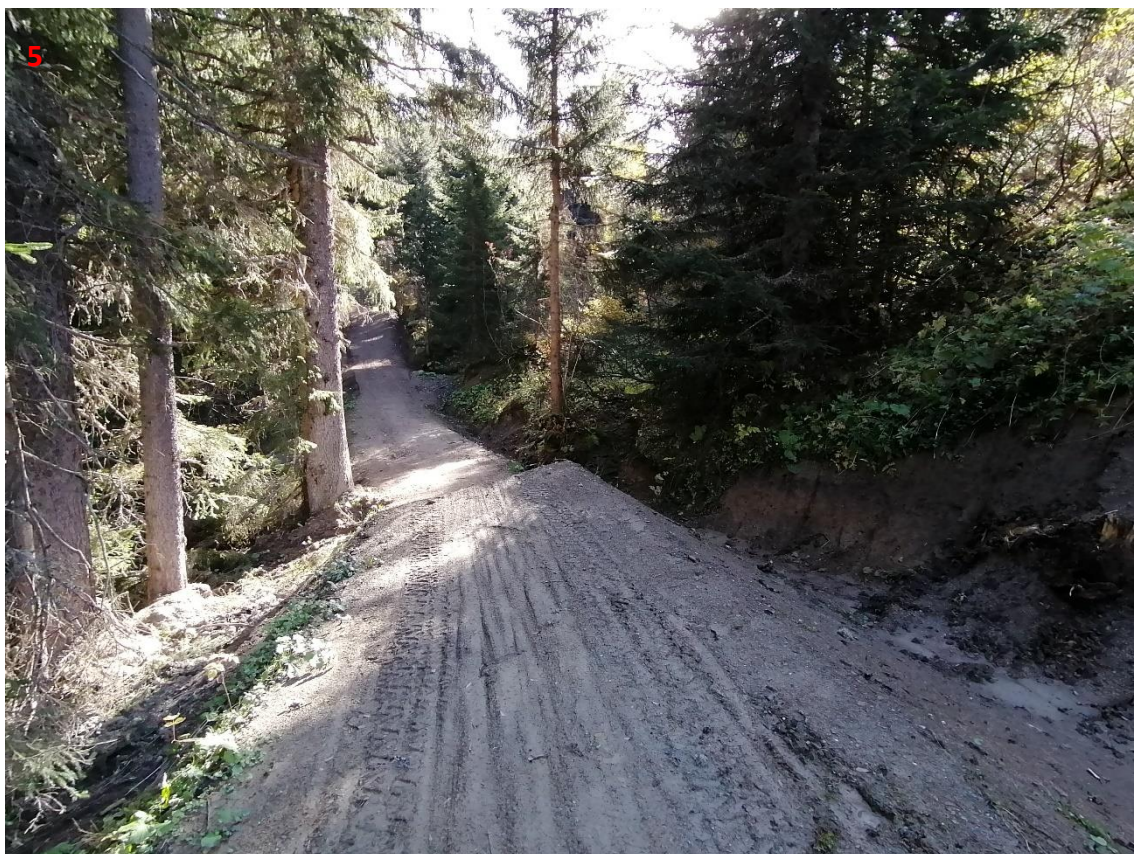
Une partie du projet s'implante en bordure de l'actuelle piste de ski Les Rochassons. Les terrassements vont engendrer une modification temporaire du paysage due aux mouvements de terres.

La deuxième partie du projet se situe en bordure du boisement. Du défrichement sera donc nécessaire pour agrandir la piste pour accueillir la piste de luge. Les travaux, qui se situe en bordure de la piste existante, ne vont pas augmenter la fragmentation du boisement.

Les effets sur le paysage liés aux mouvements de terres pour les terrassements vont se réduire suite à la revégétalisation des surfaces de travaux. Voir la partie mesure « revégétalisation ».









4. CONTEXTE HUMAIN

4.1. URBANISME

La commune de Chatel dispose d'un Plan Local d'Urbanisme en vigueur du 26 juin 2012.

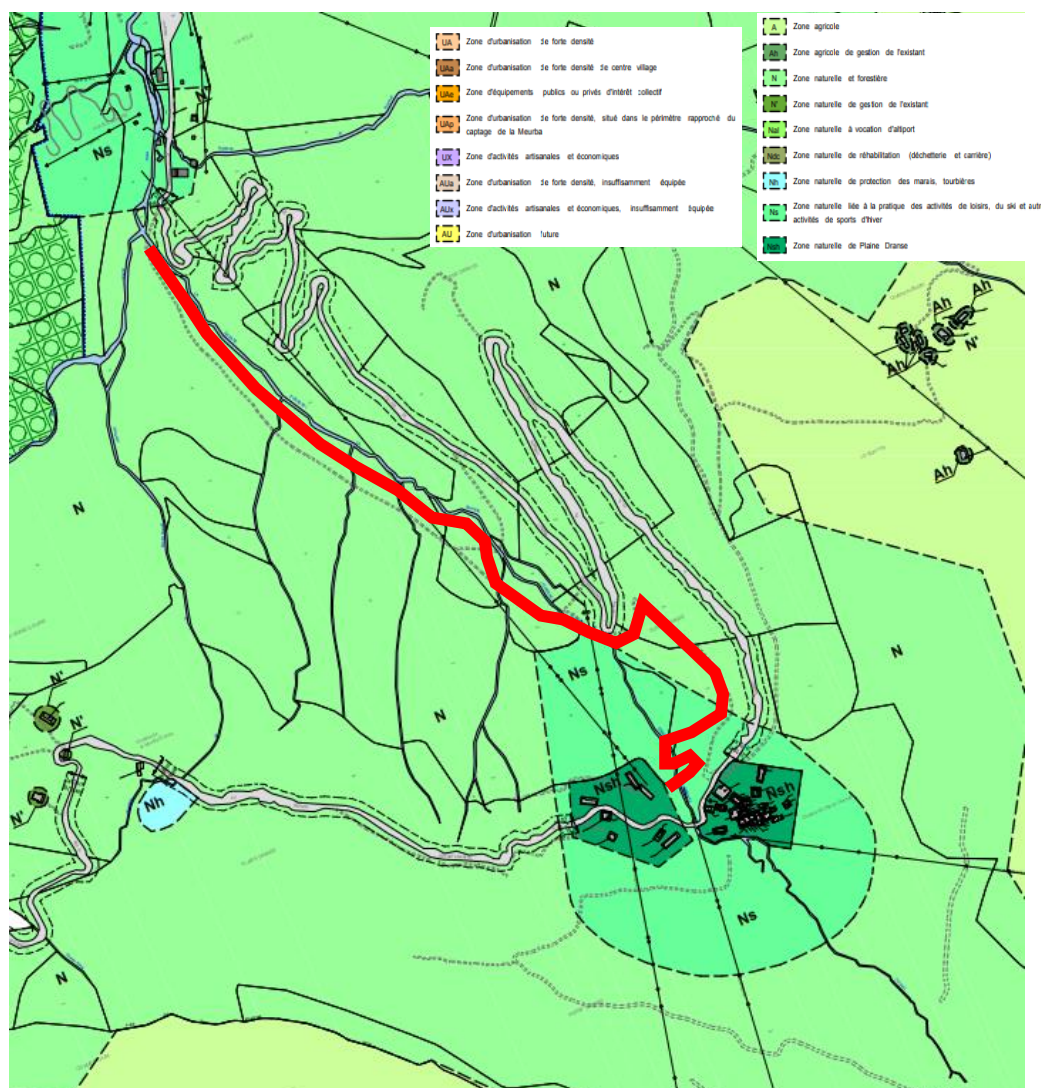
Le projet est concerné par les zonages suivants :

- N : Zone naturelle et forestière

Les occupations et utilisations du sol ne sont admises qu'à condition de ne pas porter atteinte au caractère de la zone dont la vocation est définie dans le PLU et d'être compatibles avec les orientations définies dans le PADD. **Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif sont admises sous réserve d'une bonne intégration dans le site.**

- Ns : Zone naturelle liée à la pratique des activités de loisirs, du ski et autres activités de sports d'hiver

Les constructions, ouvrages techniques et installations nécessaires aux équipements et services publics ou d'intérêt collectif sont admis sous réserve de ne pas apporter de gêne à la pratique du ski ainsi qu'à l'exploitation pastorale et forestière et sous condition d'une bonne intégration paysagère.



EXTRAIT DU PLU DE LA COMMUNE DE CHATEL AVEC EN ROUGE LE TRACÉ DU PROJET DE LA PISTE DE LUGE

Le projet est situé en zone N et Ns du PLU de la commune de Châtel.

Les constructions et installations d'intérêt collectif sont admises sous réserve d'une bonne intégration paysagère, et sous réserve de ne pas apporter de gêne à la pratique du ski ainsi qu'à l'exploitation pastorale et forestière.

4.2. RISQUES NATURELS

4.2.1. Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles

La commune de Châtel est concernée par différents types de risques naturels : avalanches, chutes de pierres et de blocs, débordements torrentiels, glissements de terrain, ravinements, terrains fortement humides, tourbières ou « Mouilles », risques sismiques.

Un Plan de Prévention des Risques Naturels prévisibles a été approuvé le 03/11/2011 et modifié en décembre 2018. Ainsi, la zone d'étude est concernée par les zonages suivants :

- Zones à prescriptions fortes, inconstructibles
- Zones à prescriptions fortes, reconstructions sous conditions
- Zones à prescriptions faibles à moyennes, constructibles sous conditions

La réglementation concernant ces zones est la suivante :

Les occupations et utilisations du sol suivantes sont, par dérogation, autorisées, sous réserve de présenter une vulnérabilité restreinte, de ne pas aggraver les risques et de ne pas en provoquer de nouveaux :

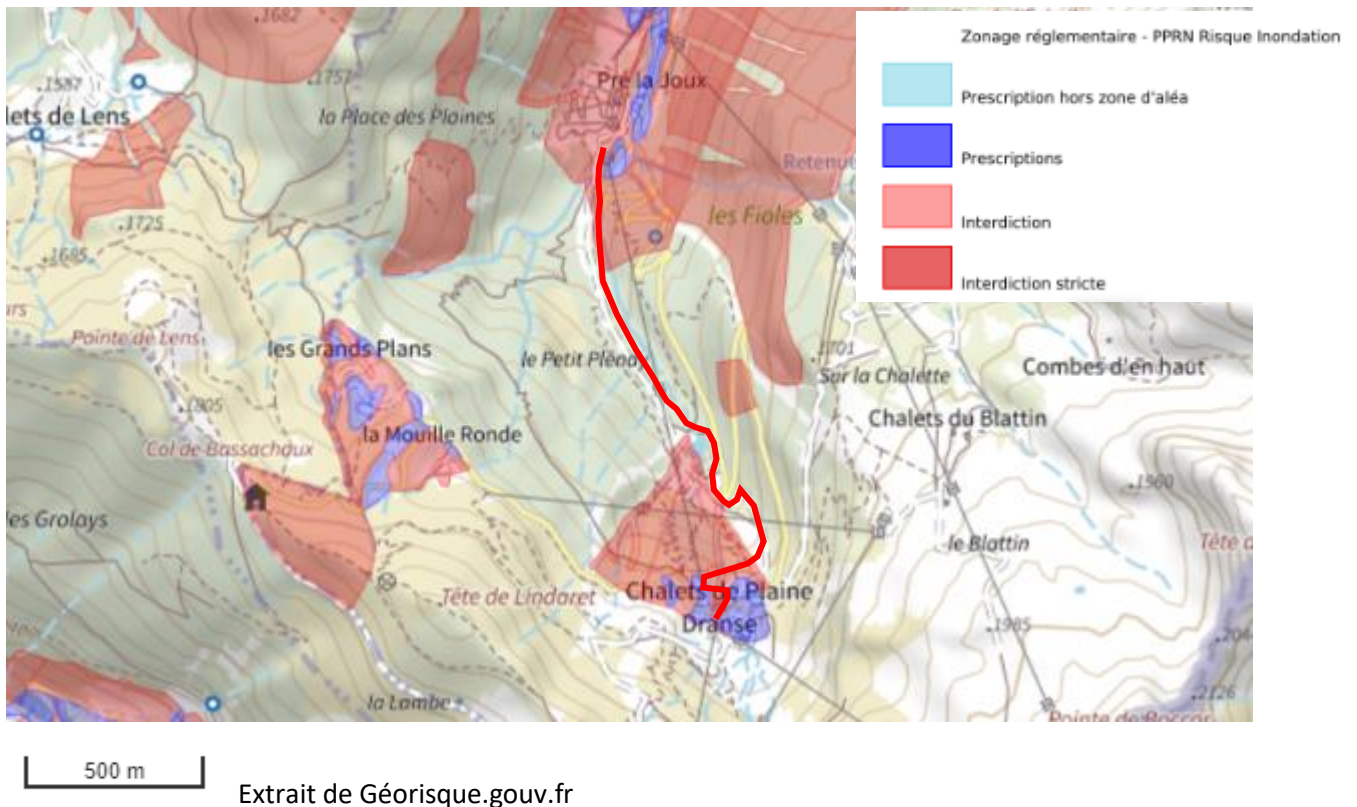
Les travaux, installations et ouvrages nécessaires au fonctionnement des services publics.

Les travaux, installations et ouvrages tels que lignes, pylônes ainsi que les bâtiments (gares) nécessaires au fonctionnement et à usage exclusif des remontées mécaniques.

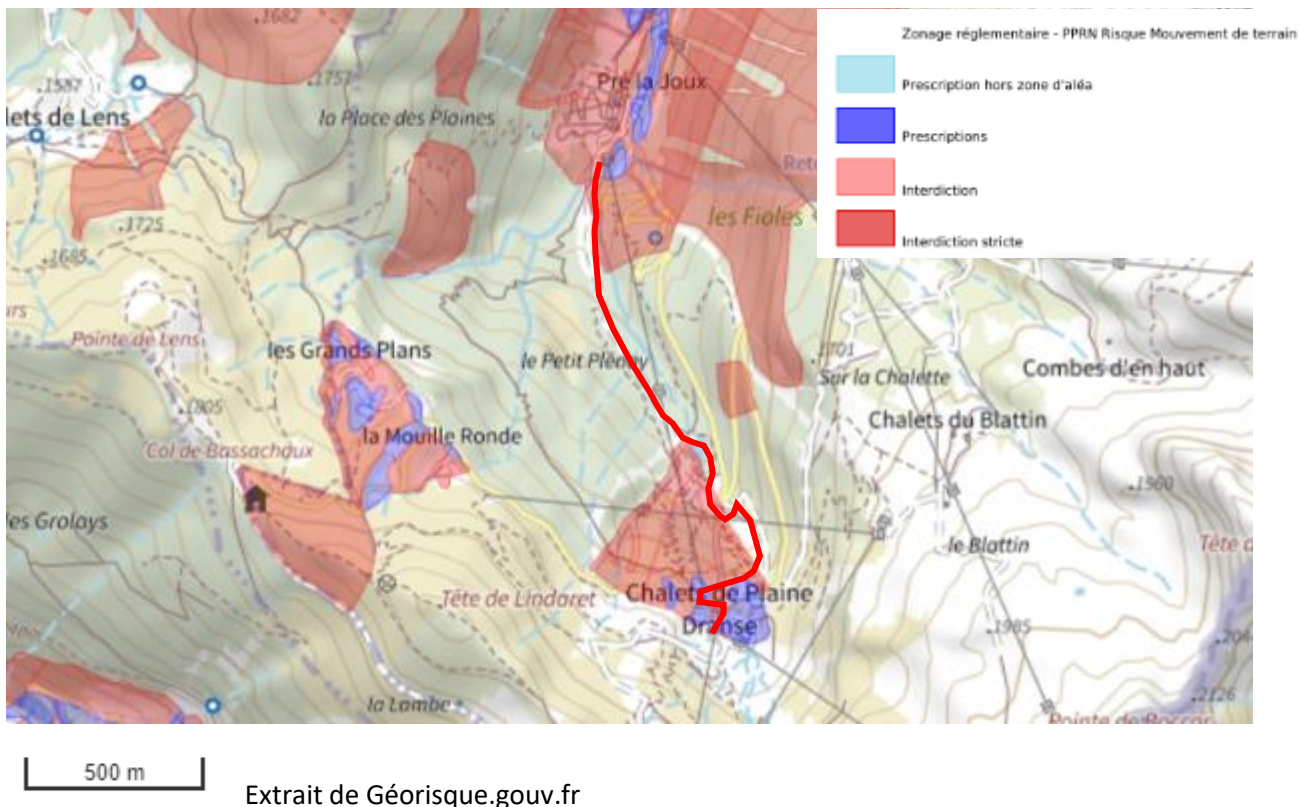
L'aménagement des terrains à vocation sportive ou de loisir, sans hébergement et sans construction dépassant 10m² d'emprise au sol

Des études géotechniques et hydrauliques devront étayer l'absence de création de nouveaux risques et la non-aggravation des risques existants, elles seront jointes au permis d'aménager de la piste (Code de l'Urbanisme)

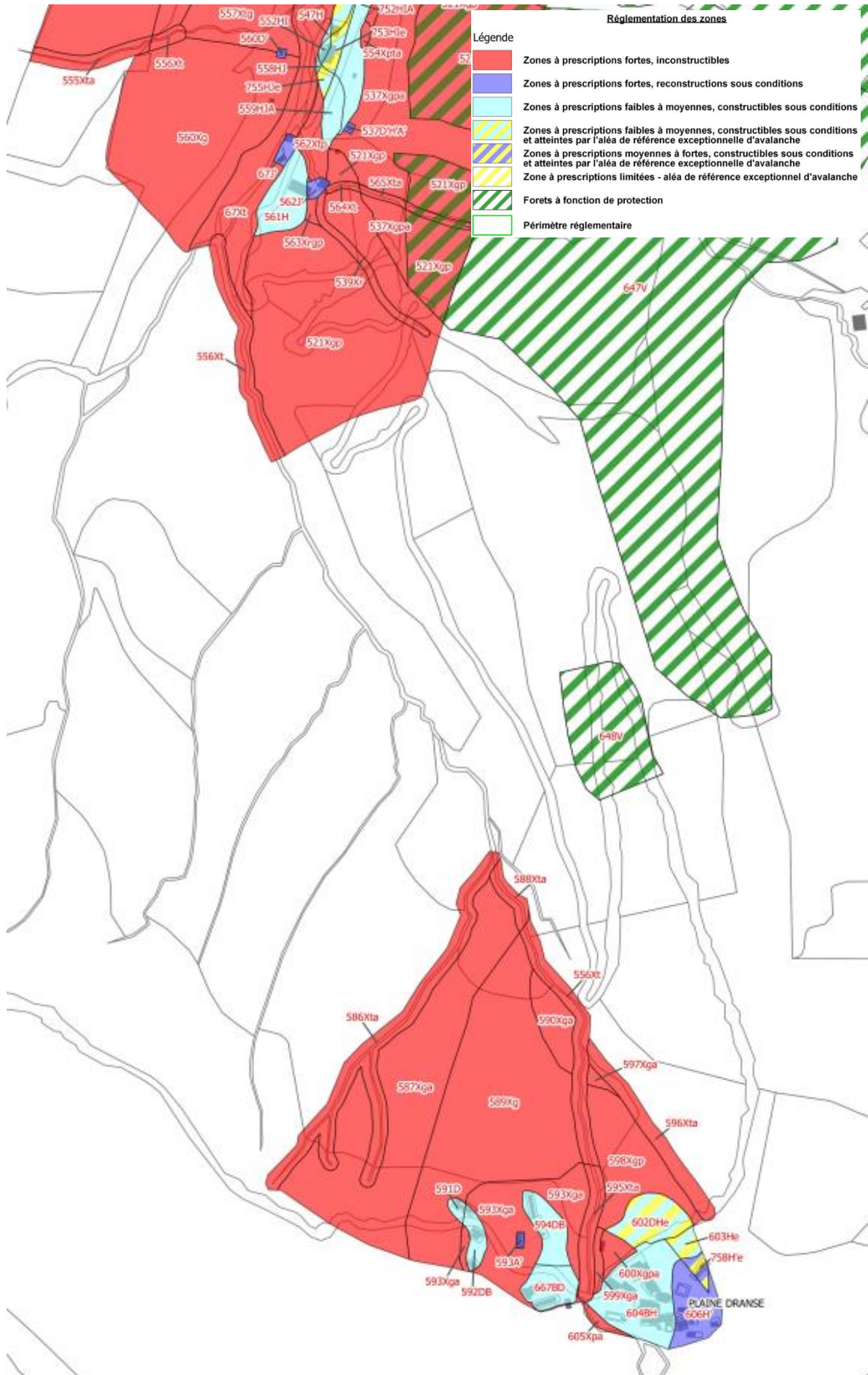
4.2.2. PPRN – Risque Inondation



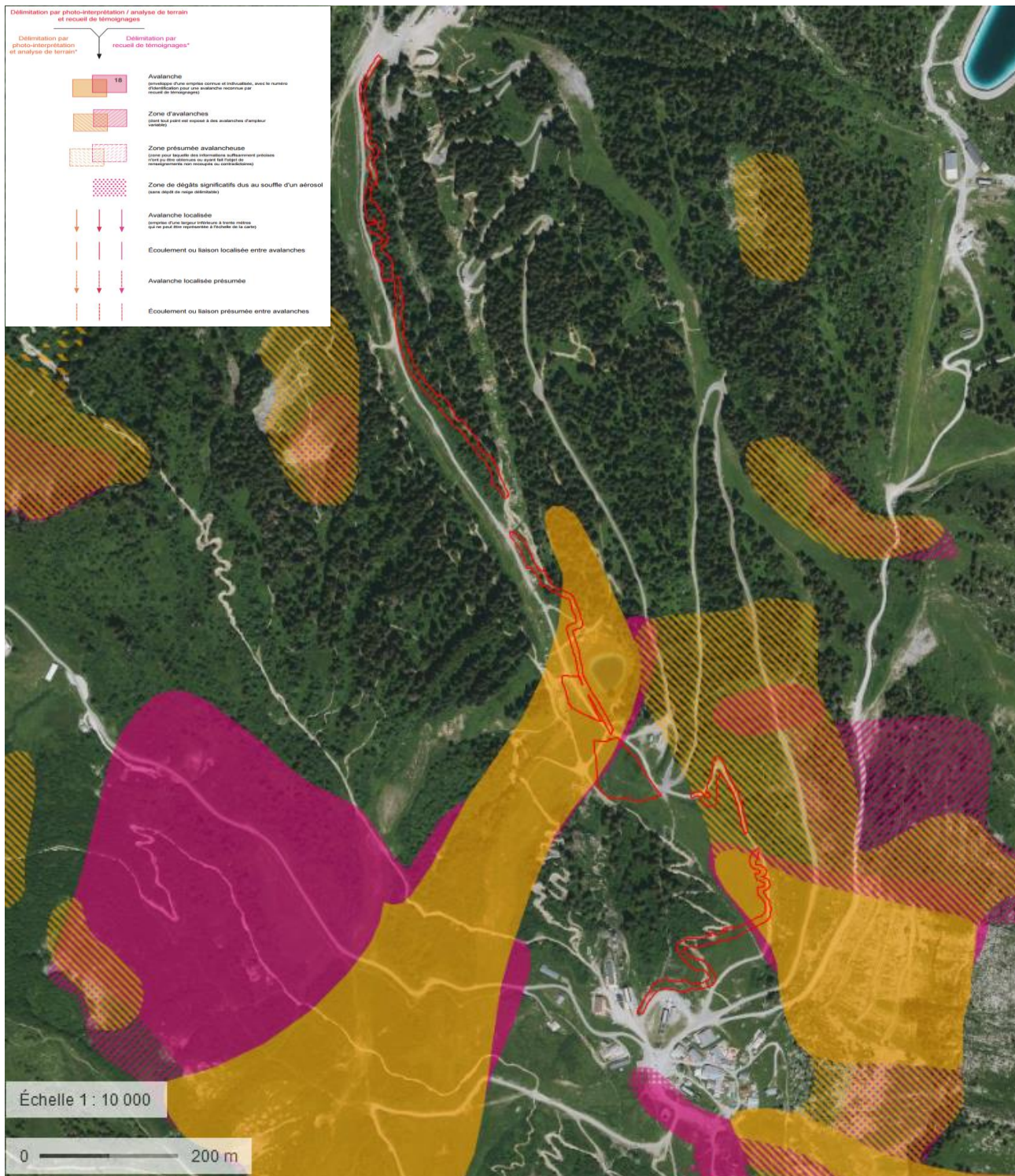
4.2.3. PPRN – Risque Mouvement de terrain



AMENAGEMENT D'UNE PISTE DE LUGE - CHATEL



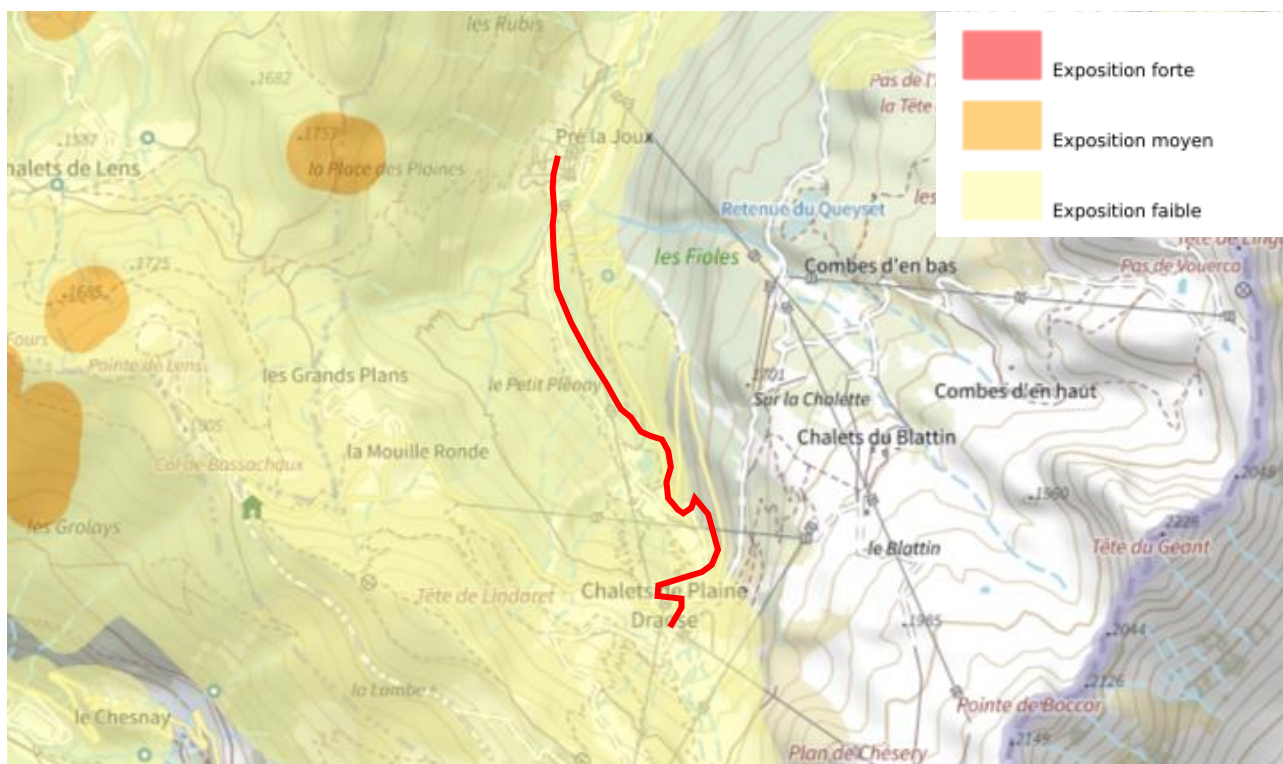
4.2.4. *Risque avalanche*



EXTRAIT DU CLPA

Le projet est concerné par un risque d'avalanche. Cependant, le projet étant sur le domaine skiable de Châtel et sur une piste déjà existante, il est concerné par le PIDA (Plan d'Intervention de Déclenchement des Avalanches) qui sécurise l'ensemble du domaine face aux risques d'avalanches.

4.2.5. PPRN – Gonflement des argiles



Extrait de Géorisque.gouv.fr

La zone de projet est en zone d'exposition faible.

Une étude géotechnique doit être réalisée en amont des travaux pour assurer les préconisations qui permettront d'argumenter que le projet n'aggrave pas le risque observé ni n'en créer de nouveau.

4.3. ZONAGES ENVIRONNEMENTAUX

Ce volet ne recense que les zonages environnementaux existants sur ou à proximité de la zone d'étude du projet. Les zonages qui ne sont pas mentionnés sont inexistant sur le territoire considéré.

4.3.1. Aires d'inventaires

4.3.1.1. Zones Naturelles d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique

Les Zones Naturelles d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) sont des inventaires des espaces naturels terrestres remarquables du territoire français.

Il s'agit d'un document d'alerte n'ayant pas de valeur réglementaire. Néanmoins, il convient d'en prendre connaissance et de veiller à respecter ces richesses naturelles dans le cadre d'aménagements.

Voir la cartographie page suivante.

La zone de projet se situe à proximité de la ZNIEFF de type I « Massif du Mont de Grange et de Tavaneuse » et la ZNIEFF de type II « Mont de Grange ». Elle n'est pas concernée par leur périmètre. L'enjeu est qualifié de faible.

4.3.1.2. Zone d'Intérêt pour la Conservation des Oiseaux

La zone de projet n'est pas concernée par une ZICO. La plus proche étant, la ZICO « Haut Giffre » située à environ 3,6 km de la zone de projet.



4.3.2. Aires de protection

4.3.2.1. APPB

Les zones soumises aux APPB concernent des milieux naturels peu exploités par l'homme et abritant des espèces faunistiques non domestiques et/ou floristiques non cultivées, protégées au titre des articles L. 411-1 et L. 411-2 du code de l'environnement.

Ces zones ont pour objectif de prévenir la disparition des espèces protégées par la fixation de mesures de conservation des biotopes nécessaires à leurs alimentation, reproduction, repos ou survie. Ces zones peuvent être constituées de mares, de marécages, de marais, de haies, de bosquets, de landes, de dunes, de pelouses ou de toute autre formation naturelle peu exploitée par l'Homme.

La zone de projet se situe en bordure d'un périmètre d'APPB. Il s'agit de l'Arrêté préfectoral de protection de biotope du Mont de Grange (APPB006 du 30 août 1984, modifié en 2011). Cependant, aucun aménagement n'est prévu au sein de son périmètre.

Voir la cartographie page suivante.

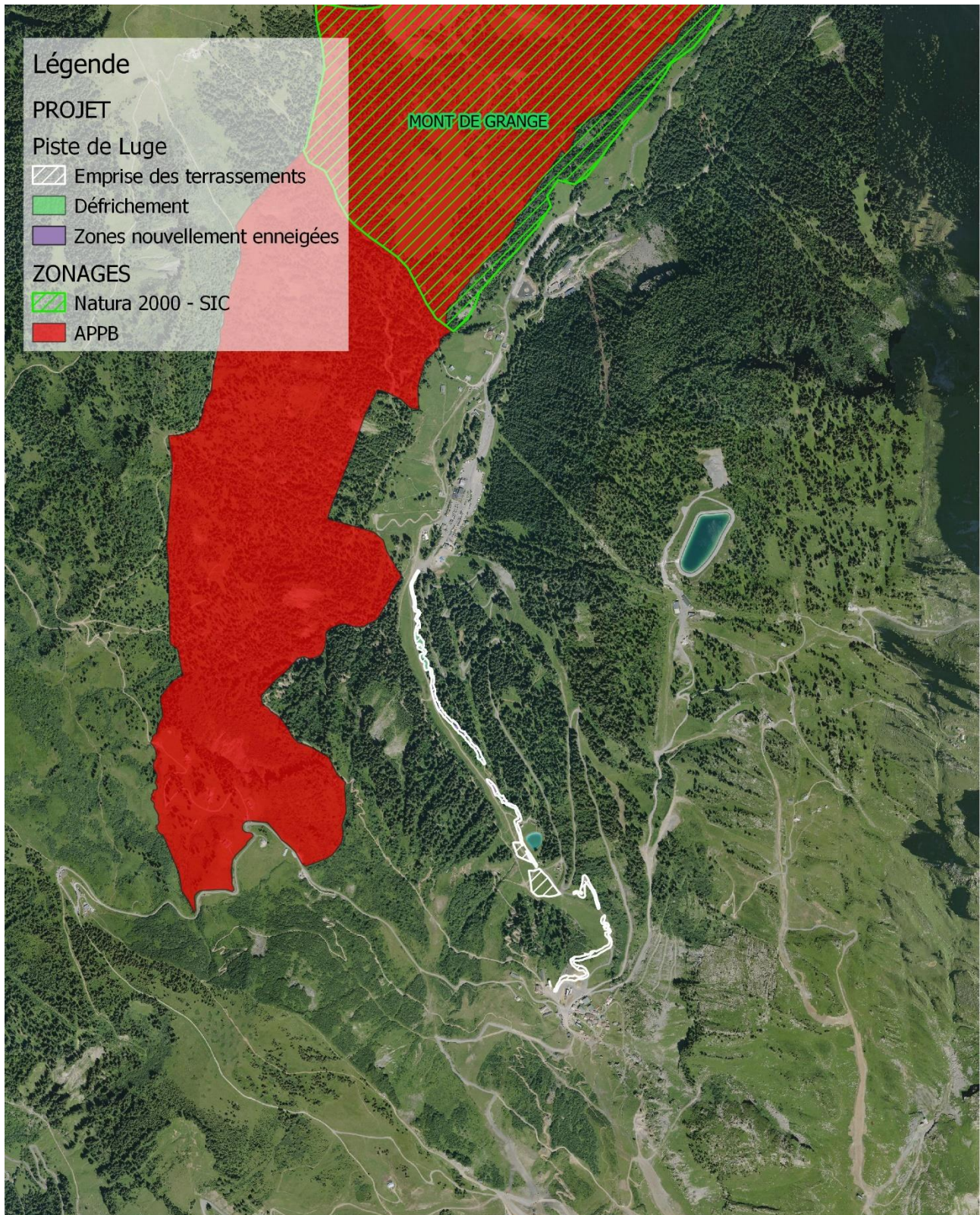
4.3.2.2. Natura 2000

La constitution du réseau Natura 2000 repose sur la mise en œuvre de deux directives européennes : les directives « oiseaux » et « habitats ». Son objectif est la conservation, voire la restauration d'habitats naturels et d'habitats d'espèces de la flore et de la faune sauvage, et d'une façon générale, la préservation de la diversité biologique. Ce réseau est constitué de :

- Zones de Protection Spéciales (ZPS) désignées au titre de la directive européenne 79/409/CEE « Oiseaux » du 2 avril 1979, proposés pour la France.
- Sites d'intérêts communautaires (SIC) puis Zones Spéciales de Conservation (ZSC) désignées au titre de la directive 92/43/CEE « Habitats, Faune, Flore » du 21 mai 1992 proposés pour la France

La zone de projet se situe à 600 mètres de la Natura 2000 FR8201708 Mont de Grange. Il s'agit d'un site protégé au titre de la directive Habitats et géré par la Communauté de Commune de la Vallée d'Abondance.

Voir la cartographie pages suivantes.



4.3.2.3. Sites inscrits, sites classés

Un site classé est un espace reconnu nationalement comme exceptionnel du point de vue du paysage. Il fait partie à ce titre du patrimoine national. Moins de 2 % du territoire national est classé au titre du paysage.

Les sites inscrits font l'objet d'une surveillance attentive par l'administration, représentée par l'Architecte des Bâtiments de France (ABF).

Le site inscrit « Cascade d'ardent et parcelles qui la bordent » se situe à 2,8 km au sud-ouest de la zone d'étude.

Le projet n'est pas concerné par un périmètre de site classé ou inscrit. Aucun monument historique est situé à proximité.

4.3.2.4. Les zones humides référencées

L'application de la loi sur l'eau demande de préserver les zones humides et d'exclure tous travaux pouvant porter atteinte directement ou indirectement à leur intégrité.

Ces zones humides participent à la richesse écologique et à la régulation hydraulique des secteurs. Souvent petites et morcelées, elles fonctionnent en réseau nécessitant la préservation des zones agricoles, boisements et haies attenantes.

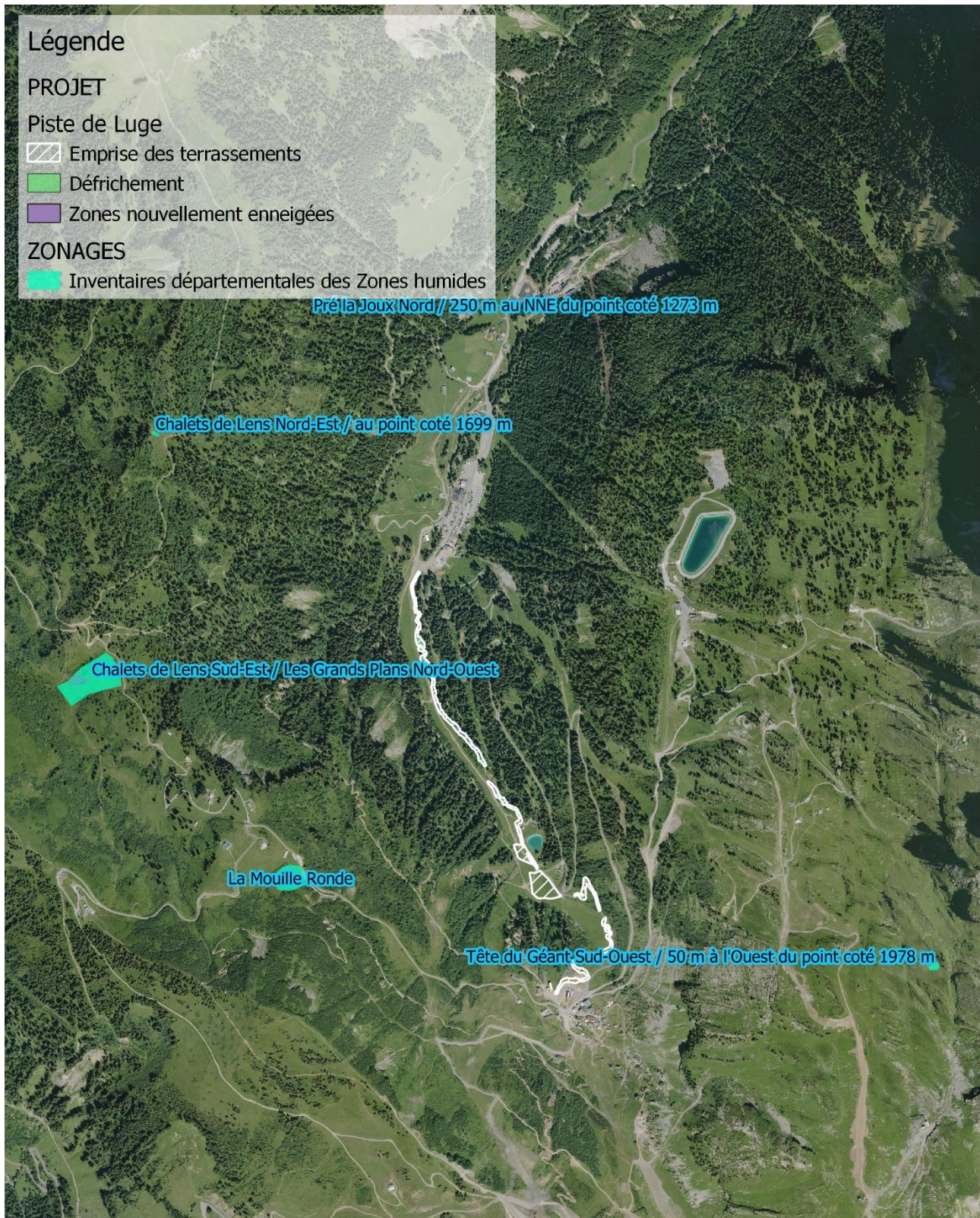
Le territoire communal est riche en zone humide, avec plus d'une vingtaine de zones humides répertoriées dans l'inventaire départemental de la Haute Savoie.

Le secteur étudié n'est pas concerné par des zones humides.

La zone humide la plus proche est « La Mouille Ronde », située à 0,8 km de la zone de projet. La topographie du site rend une interface gravitaire impossible.

Voir la cartographie page suivante.

La zone de projet n'est pas concernée par une zone humide référencée.



Chatel - piste de Luge
INVENTAIRE DES ZONES HUMIDES DEPARTEMENTALES
 DATE: 05/20221 SOURCE: MDP

0 150 300 m



4.1. AGRICULTURE ET PASTORALISME

Source : Géoportail

L'activité agricole est très présente sur la commune de Châtel. Les terres agricoles se répartissent sur tout le territoire communal. Des alpages sont exploités sur les hauteurs des massifs montagneux

La surface des terres exploitées par les agriculteurs de la commune est de 1 308 ha dont 884 sur Châtel et 424 ha sur les communes environnantes. Ces surfaces comprennent :

- 234 ha en fond de vallée répartis sur toutes les communes de la vallée ;
- 846 ha d'alpages répartis sur Châtel et 3 autres communes ;
- 221 ha d'alpages communaux.

En outre, la commune de Châtel compte 1 841 ha d'alpage dont 1 090 ha en herbe.

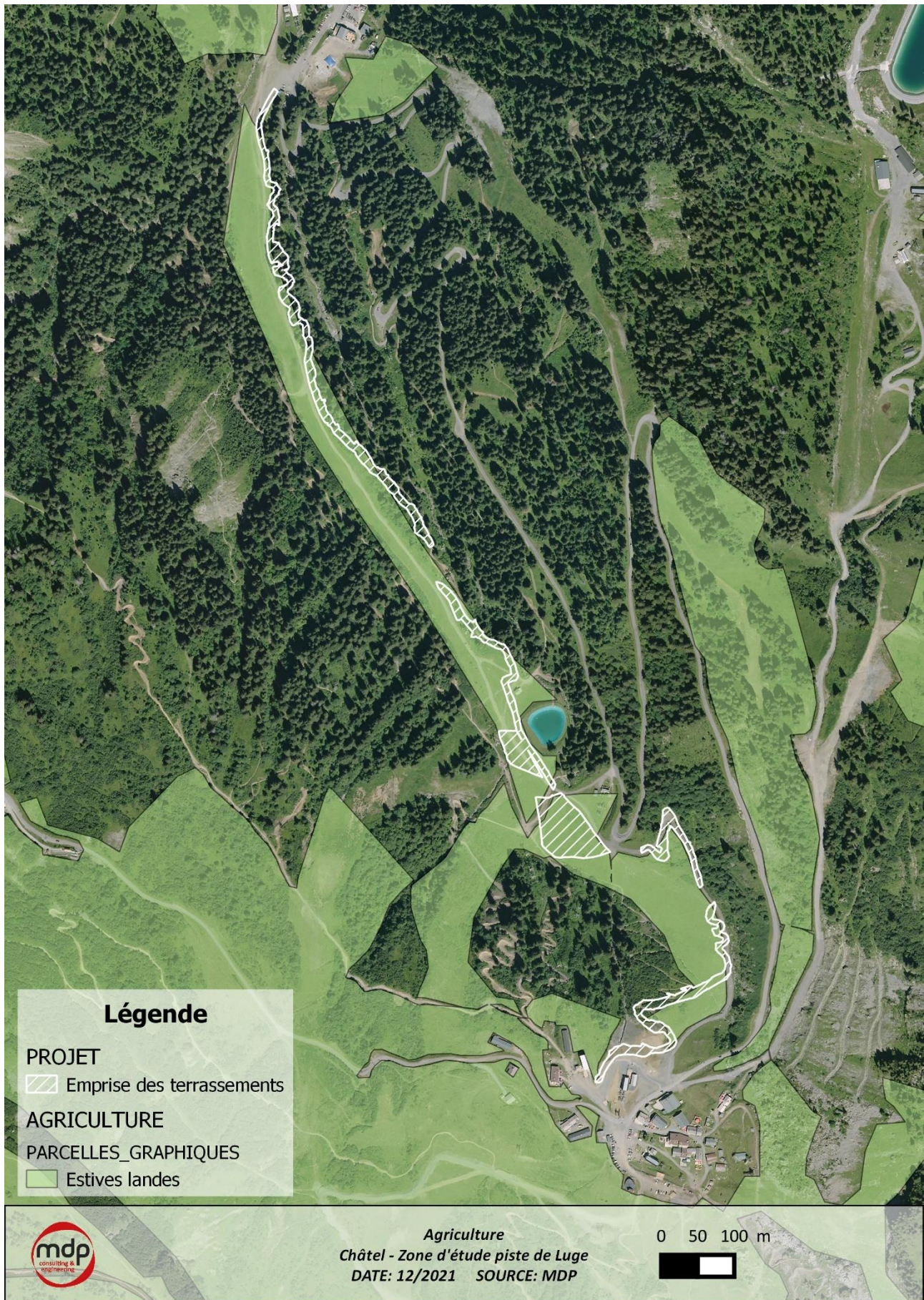
La zone de projet est concernée par des parcelles agricoles inscrites dans le Registre Parcellaire Graphique. Il s'agit principalement de parcelles pour l'estives.

Voir la cartographie ci-dessous.

Pendant la phase travaux, la présence d'un chantier peut engendrer une gêne pour les troupeaux en estive. Au regard de l'emplacement en bordure de piste, les troupeaux pourront toujours transiter par la piste de ski. Cependant, une concertation avec l'agriculteur qui utilise la zone est nécessaire afin de lui présenter les travaux (localisation, planning, etc.)

De plus, le projet va engendrer une suppression temporaire de surface agricole. Cependant, une fois la revégétalisation effectuée, les terrassements retrouveront à terme leur vocation agricole.

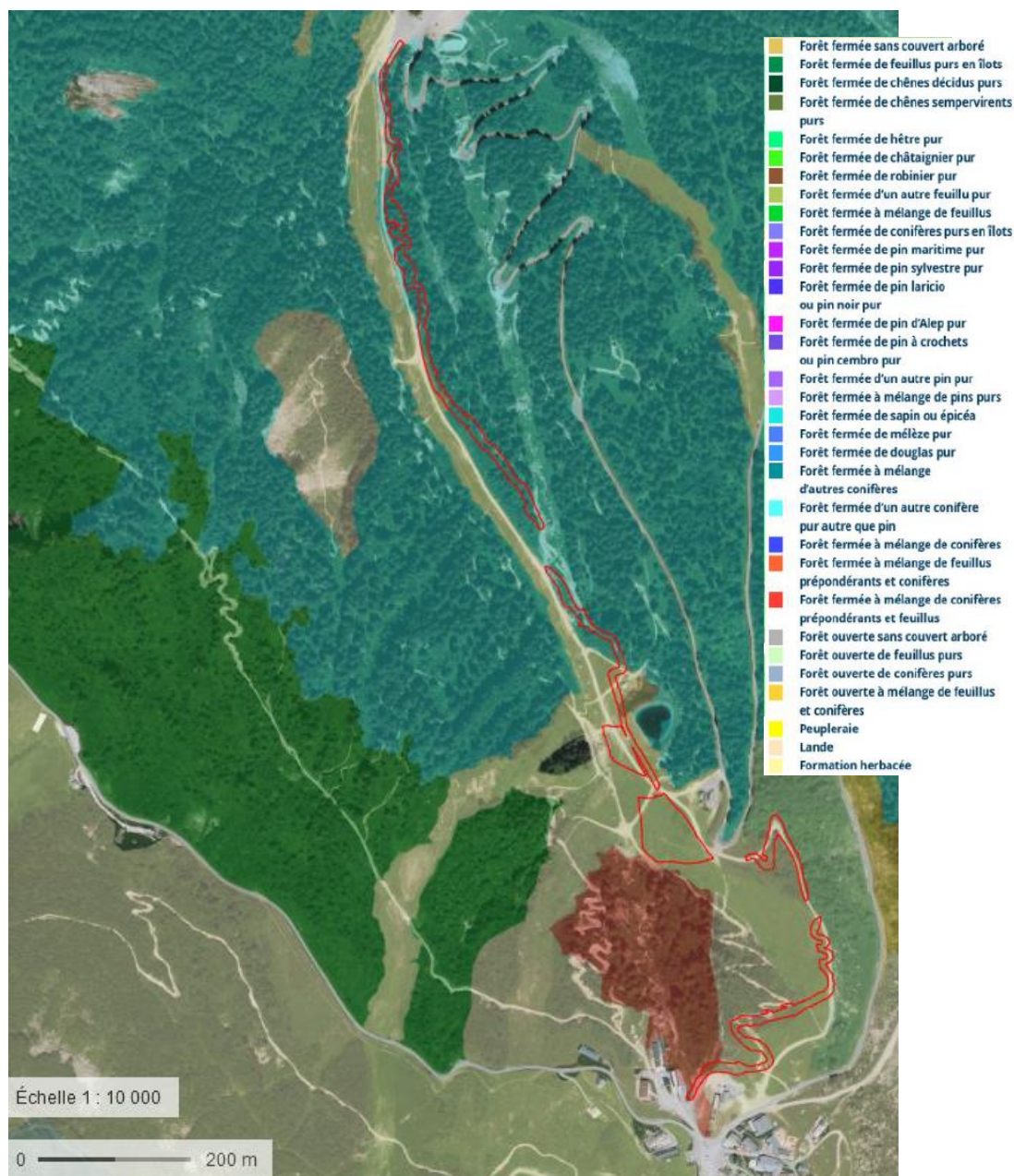
Le projet est concerné par des terres à usages agricoles. Une concertation devra être effectuée avec les agriculteurs de la zone de projet. La piste, qui sera revégétalisée, retrouvera sa fonction agricole les années suivantes.



4.2. SYLVICULTURE

Source : Géoportail

4.2.1. Couvert forestier



EXTRAIT DE LA CARTE FORESTIERE – EN ROUGE L'EMPRISE DES TERRASSEMENTS

La zone de projet est concernée par des forêts de conifères.

Le projet, qui consiste à la réalisation d'une piste de luge, traverse une partie de boisement et va donc engendrer du défrichement.

Au total, environ 4600 m² de surface seront défrichés dans le cadre du projet.

D'après la carte forestière, la zone de projet est concernée par des forêts de conifères. Le projet prévoit du défrichement. Une demande de défrichement sera donc déposée en parallèle.



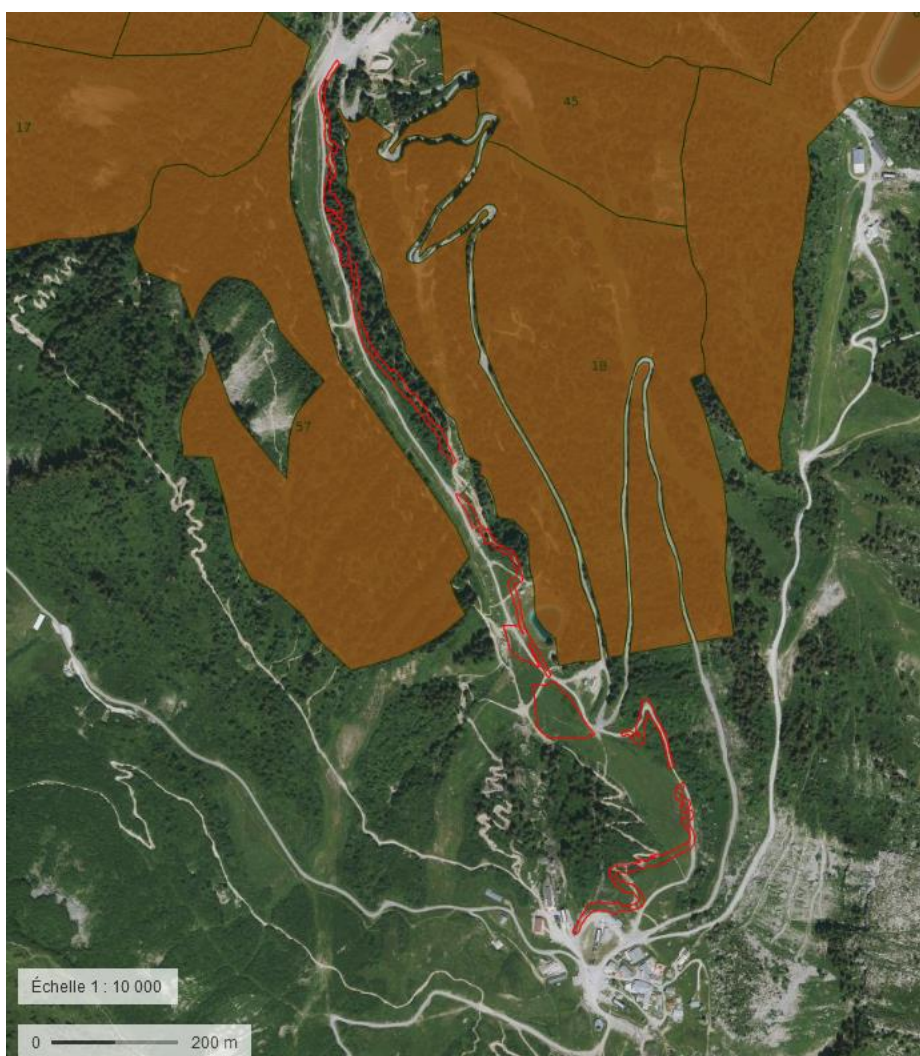
4.2.2. Forêt communale

La zone de projet se situe en bordure de la forêt communale de Châtel.

Les espaces boisés se répartissent de part et d'autre de la vallée de la Dranse, surtout dans la partie située en amont du chef-lieu. Les secteurs non boisés correspondent aux secteurs bâtis du chef-lieu, aux prés de fauche, aux alpages, aux domaines skiables.

La forêt communale de Châtel occupe, de façon presque continue les deux versants de la haute vallée de la Dranse d'Abondance en amont du verrou de la Corne Noire. 737 ha de forêt communale sont soumis au régime forestier.

La proportion des essences, en volume, se répartit de la façon suivante : épicéa 93,2 %, sapin 7,8 %, traces de feuillus.



Le projet se situe en bordure de la forêt communale de châtel.

Le projet engendre du défrichement mais qui n'est pas situé au sein du périmètre de la forêt communale de Châtel. Les effets sont la sylviculture sont qualifiés de nuls.

5. CONTEXTE HYDROLOGIQUE

5.1. HYDROGRAPHIE



RESEAU HYDROGRAPHIQUE

Un cours d'eau principale est situé en bordure du projet, affluent du ruisseau des grands plans en contre-bas. Plusieurs cours d'eau, qui traverse la piste de ski (cunette), alimentent le cours d'eau principale. Les enjeux sont qualifiés de fort sur cette thématique.

Les emprises de terrassements longent le cours d'eau principale. Il n'y aura donc pas d'impact direct sur le cours d'eau. Cependant, les terrassements sont situés sur quatre cunettes existantes. Lors des travaux, des pollutions accidentelles turbide et chimique sont à prendre en considération de par le mouvement des terres

et la déambulation des engins de chantier. Des mesures en phase de chantier seront prises pour réduire ce risque de pollution. Une fois les travaux terminés, les cunettes seront reconstituées.

Le projet est concerné par plusieurs cunettes présentes sur l'actuelle piste de ski. Les mouvements de terre nécessaire pour les terrassements peuvent engendrer des pollutions turbides du cours d'eau en contre bas. Des risques de pollutions chimique sont également à prendre en considération de par la présence d'un chantier sur la zone. Des mesures devront être prises en phase de chantier pour réduire ce risque.

5.1. RESSOURCE EN EAU

L'alimentation en eau potable, assurée par la commune, se fait par secteur grâce à plusieurs sources :

- Secteur principal de Châtel, alimenté par les sources de Perthuis, la Forge, Vannes et de Col de Morgins,
- Secteur fond de vallée, alimenté par les Ardoisières
- Secteur sur le Chemin et du Linga, alimenté par la source Aity du Haut, source dite « rouge »,
- Secteur de Petit-Châtel, alimenté par Mouet 1 et 2, et Dément,
- Secteur de Plaine-Dranse, alimenté par le captage de Plaine-Dranse.

Six réservoirs de stockage sont en service sur le territoire communal.

La station dispose d'un droit d'eau de 130000m³/an sur le site du Queyset. Elle utilise en moyenne 92.3% de ce droit d'eau (=120000m³/an).

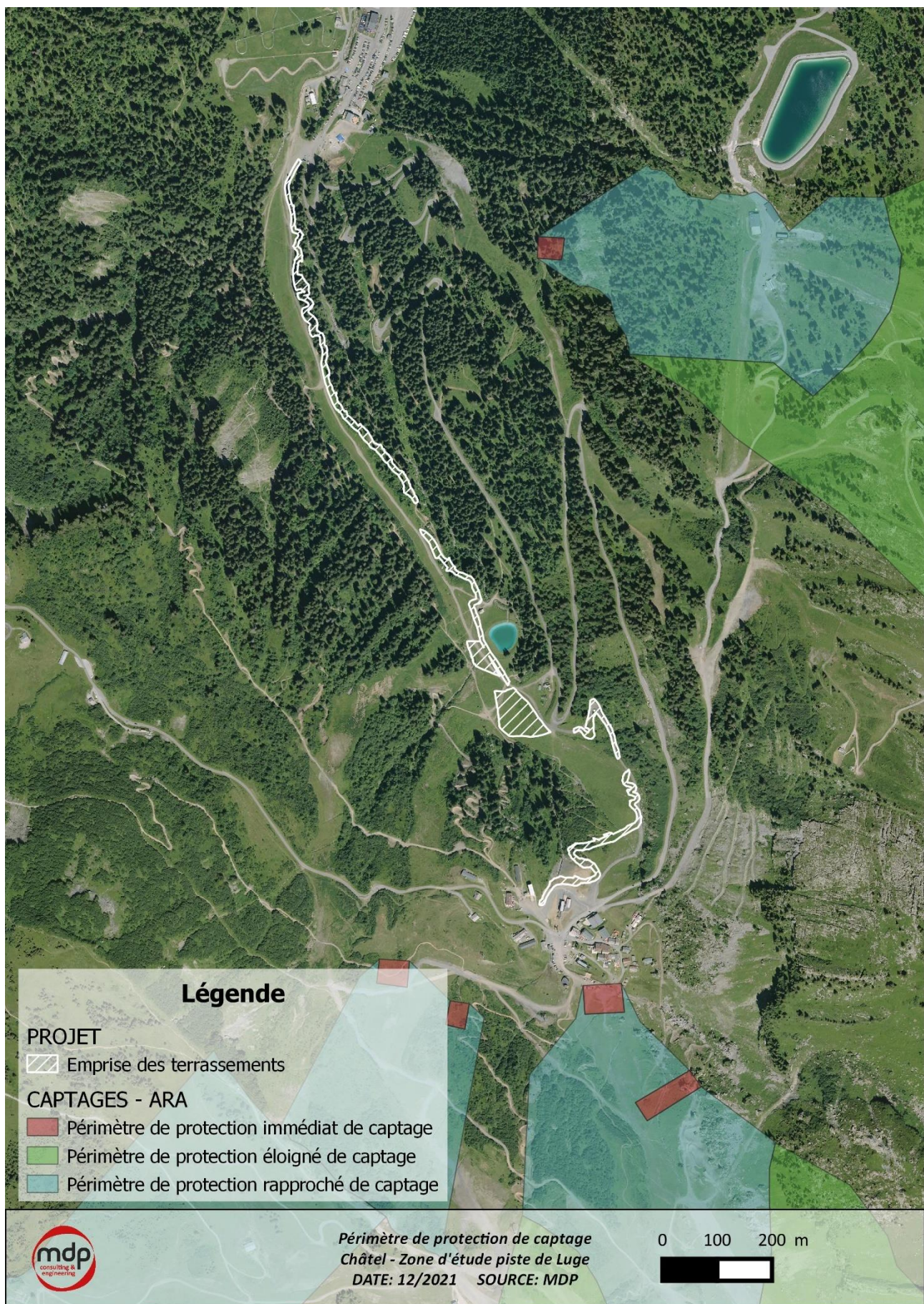
La création de la piste de luge induit un nouvel enneigement d'environ 8850m² à partir des équipements existants (pas de nouveau réseau ou pose d'enneigreur) ; cela induit 1800m³ nouvellement utilisé tous les ans (à raison d'une campagne de 0.40m par an).

Ces volumes sont actuellement autorisés dans le cadre du droit d'eau du site du Queyset.

L'actuelle piste de ski, ou s'implante le projet, est déjà enneigé. Dans le cadre du projet, les réseaux impactés par les terrassements seront repris (tunnel), les volumes d'eau supplémentaires sont autorisés par le droit d'eau actuel.

5.2. CAPTAGES D'EAU POTABLE

Le projet n'est pas concerné par des périmètres de protection de captage.



6. CONTEXTE BIOTIQUE

6.1. HABITATS

En l'absence d'inventaires faunistiques et floristiques ciblés, il n'est pas possible de caractériser précisément les habitats naturels de la zone d'étude et leur état de conservation.

L'inventaire de l'Institut Forestier National précise des grands habitats forestiers. Ainsi, les habitats présents sur la zone d'étude sont les suivants : forêt fermée de sapin ou épicéa.

De plus, la zone d'étude est parcourue par une piste de ski qui a été revégétalisée.

Le projet va engendrer un impact sur le milieu boisé. Au total, environ 4600 m² de surface seront défrichée dans le cadre du projet.

Pour le reste des terrassements, ils se situent sur la piste de ski existante et déjà remaniée.

Pour vérifier l'absence de milieu sensible, le passage d'un écologue est préconisé avant les travaux.

L'effet du projet le plus prégnant sur les habitats naturels est dû au défrichement de 0,46 ha de boisement.

6.2. FLORE

Source : Biodiv'AURA, OPENOBS

Aucun inventaire floristique n'a été mené sur la zone au vu du planning pressenti des travaux.

D'après les données de la bibliographie, plusieurs espèces protégées sont présente sur la commune de Chatel à proximité de la zone d'étude et plus précisément entre le chalet du blattin, les combes d'en haut et sous le va. Cependant, d'après les données de la bibliographie, aucun individu protégé n'a été observée sur la zone d'étude.

nom_valide	nom_vernaculaire	famille	Protection
Epipogium aphyllum Sw., 1814	Epipogon sans feuilles	Orchidaceae	PN
Aquilegia alpina L., 1753	Ancolie des Alpes, Cornette des Alpes	Ranunculaceae	PN
Androsace helvetica (L.) All., 1785	Androsace de Suisse	Primulaceae	PN
Androsace pubescens DC., 1805	Androsace pubescente	Primulaceae	PN
Schoenus ferrugineus L., 1753	Choin ferrugineux	Cyperaceae	PN
Cystopteris montana (Lam.) Desv., 1827	Cystopteris des montagnes, Cystopteride des montagnes	Cystopteridaceae	PN
Gagea lutea (L.) Ker Gawl., 1809	Gagée jaune	Liliaceae	PN
Carex vaginata Tausch, 1821	Laiche feuilles engainantes	Cyperaceae	PN
Diphasiastrum alpinum (L.) Holub, 1975	Lycopode des Alpes	Lycopodiaceae	PN
Primula lutea Vill., 1787	Oreille-d'ours	Primulaceae	PN

Eryngium alpinum L., 1753	Panicaut des Alpes	Apiaceae	PN
Rhododendron hirsutum L., 1753	Rhododendron poilu	Ericaceae	PN
Buxbaumia viridis (Moug. ex Lam. & DC.) Brid. ex Moug. & Nestl.		Buxbaumiaceae	PN

Aucun inventaire floristique n'a pas été effectué. Des espèces protégées au niveau national ont été observées à proximité du secteur de projet. C'est pourquoi le pétitionnaire s'engage à réaliser un passage d'un écologue/botaniste avant le début de travaux pour vérifier la présence ou non d'espèce sensible sur le tracé (voir la mesure MAP1).

Les conclusions de ce rapport seront transmises au service de l'Etat.

Dans le cas où une espèce protégée est observée dans le périmètre des terrassements, le pétitionnaire s'engage à modifier son projet pour ne pas impacter d'espèces sensibles. Voir la partie « Mesures prévues ».

6.3. FAUNE

Deux passages pour la faune ont été effectués le 16/04/22 et le 28/04/22 par Jean-Philippe Pages, écologue et dirigeant de la société Alp'Pages.

Ces deux passages ont permis de mettre en évidence :

- La présence d'un cortège avifaunistique forestier sur la bordure de la piste rouge existante,
- L'absence avérée du tétras lyre en hivernage et reproduction.

Le projet prévoit du défrichement sur 0,46 ha. Ces travaux peuvent donc avoir pour conséquence le dérangement des espèces présentes dans le boisement par le dérangement en période sensible de reproduction et par le risque de destruction d'individus ou de nichées.

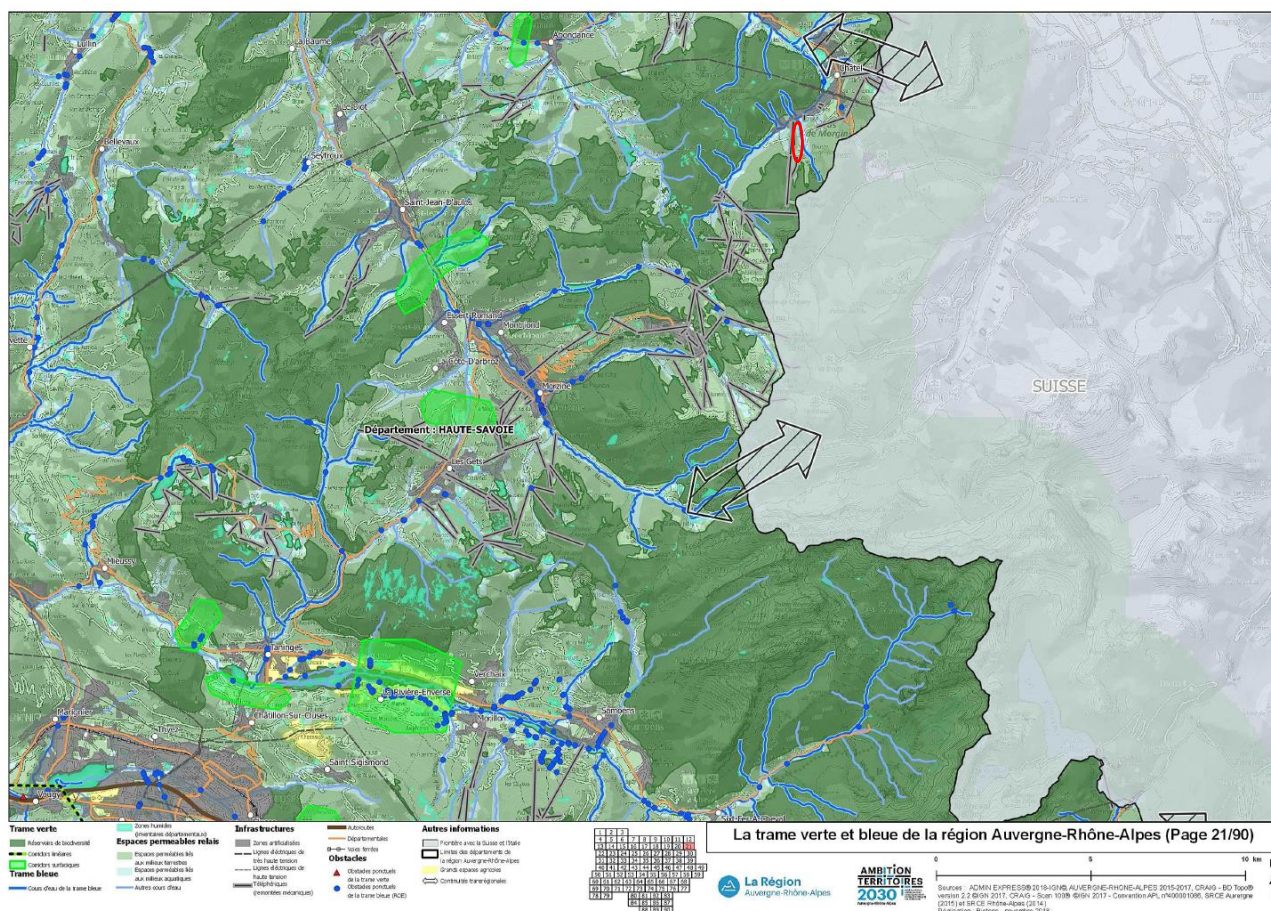
Des inventaires faunistiques ont été menés sur la zone d'étude en avril. Ces derniers ont permis de mettre en évidence l'absence du tétras lyre et la présence d'espèce du cortège forestier. Un calendrier de chantier sera mis en place pour réduire le risque de destruction et de dérangement des espèces sensibles. De plus, dans les secteurs défrichés, une mesure de précaution lors de l'abattage des arbres sera appliquée.

6.1. CONTINUITES ECOLOGIQUES

L'objectif principal du SRADDET est l'identification des trames verte et bleue (TVB) d'importance régionale, c'est à dire du réseau écologique qu'il convient de préserver et restaurer pour garantir à l'échelle régionale les déplacements des espèces animales et végétales.

La TVB de la commune de Châtel est dense, la quasi-totalité du territoire constitue des réservoirs de biodiversité, représentés en majorité par des milieux ouverts et semi-ouverts, boisements et cours d'eau.

La zone de projet est située dans une zone perméable, liée aux infrastructures humaines. Le projet se situe en partie sur une piste de ski existante. Ce dernier n'engendra pas d'effet sur les continuités écologiques.

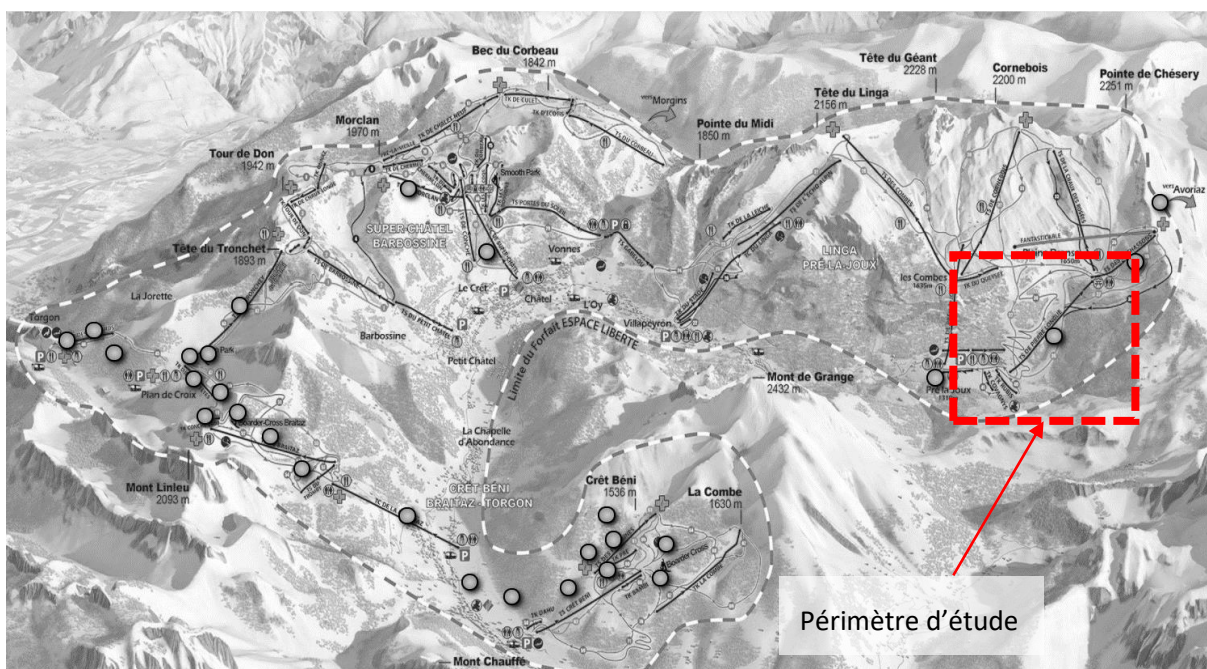


EXTRAIT DU SRADDET

7. VARIANTES

Positionnement stratégique sur le secteur de Pré-La-Joux

Une étude portant sur l'ensemble de la station (détaillée ci-après) a permis de définir que le positionnement sur le secteur de Pré-La Joux était le plus stratégique, en termes d'environnement, de relief et d'aménagement.

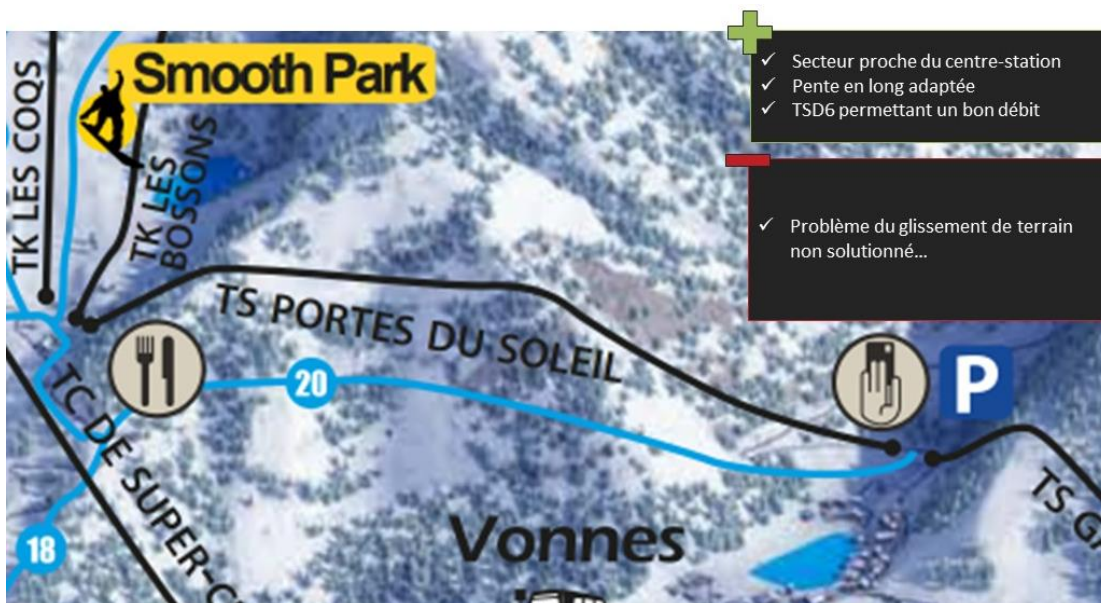


Les autres secteurs étudiés ont été :

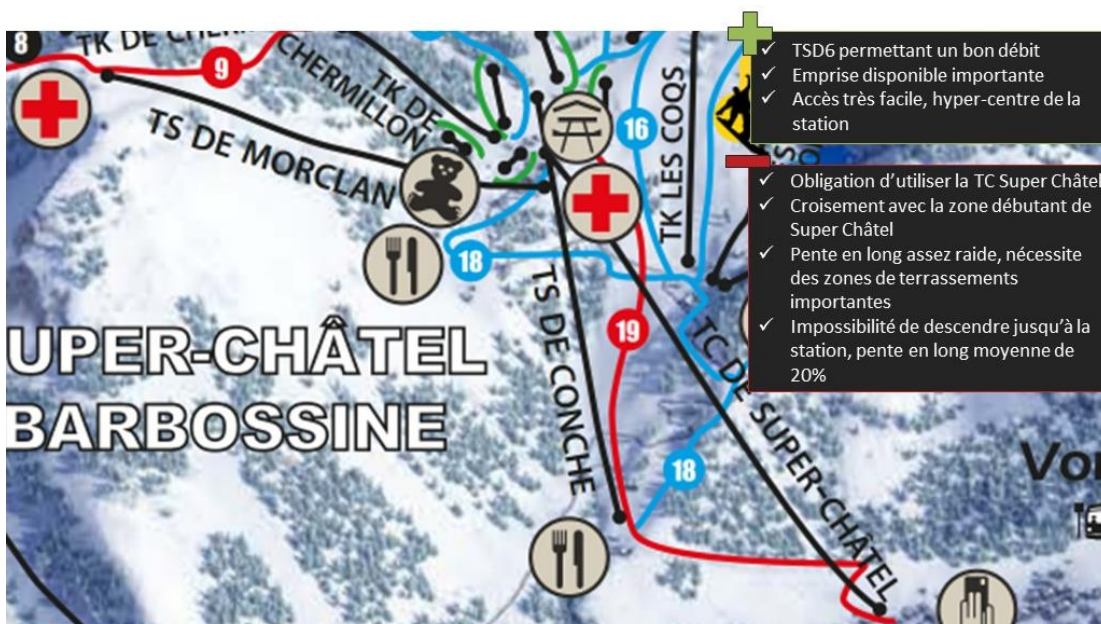
Variante 1 - Secteur de Braitaz



Variante 2 - Secteur de la Forestière



Variante 3 - Secteur de Morclan



Variante 4 - Le site de Pré La Joux – site retenu

Le site se prête parfaitement à cette activité, disposant déjà de nombreux équipements :

- Un télésiège débrayable 6 places totalement adapté à la remontée des luges et des clients
- Un réseau de neige de culture et une retenue d'altitude associée suffisamment développée
- De nombreux restaurants, commerces, permettant une offre complète et homogène sur un même secteur
- Une billetterie au départ, facilement convertible et ne nécessitant pas la mise en place d'une infrastructure importante
- Un parking existant en un seul tenant et une ligne de bus déjà en fonctionnement
- Un espace technique dédié à l'exploitation (cabane du télésiège, ateliers et garages)
- Aucune co-visibilité avec des logements.

8. MESURES

8.1. MESURES D'ACCOMPAGNEMENT PREALABLE

8.1.1. *MAP1 : Passage d'un écologue sur la zone de projet*

Avant le début des travaux, un passage d'un écologue/botaniste sera réalisé sur la zone de projet avec pour objectif :

- Vérifier l'absence d'espèce protégée sur les emprises des travaux,
- Vérifier l'absence de milieu sensible sur l'emprise des travaux

Selon les conclusions de ce passage, le pétitionnaire devra suivre le protocole suivant :

- En cas d'observation d'une espèce sensible et/ou d'un habitat sensible : mise en place de la mesure ME1,
- En cas d'observation d'une espèce sensible et/ou d'un habitat sensible à proximité des emprises de travaux : mise en place de la mesure ME2.

Un rapport d'intervention sera réalisé suite à ce passage et envoyé au service de l'Etat. Le projet devra s'adapter aux contraintes observées.

8.1.2. *MAP2 : Etude géotechnique préalable*

Au vu du contexte géotechnique et aux préconisations du PPRn à ce sujet, une étude géotechnique sera réalisée en amont des travaux et sera jointe à la Déclaration de projet.

8.2. MESURES D'EVITEMENT

**Ces mesures d'évitement devront être mise en place en fonction des conclusions de la MAP1.*

8.2.1. *ME1 : Modification du projet suite au passage de l'écologue*

Le pétitionnaire s'engage, à modifier le tracé de la piste de luge dans le cas où une espèce sensible ou un milieu sensible est observé dans l'emprise des terrassements.

8.2.2. *ME2 : Mise en défens des secteurs à enjeu*

Le pétitionnaire s'engage à mettre en défens les secteurs sensibles (espèce protégée ou habitats sensibles) mise en évidence lors du passage de l'écologue s'ils se situent à proximité des emprises de travaux

La mise en défens sera matérialisée avec des piquets en bois et de la rubalise.

En plus de la mise en défens, un plan de chantier sera également mis en place afin d'éviter des déambulations sauvages. Voir la mesure MR3 « Plan de circulation et stationnement ».



EXEMPLES DE MISES EN DEFENS DE ZONES HUMIDES EN PHASE CHANTIER EN MILIEUX DE MONTAGNE.

Matériel nécessaire

- Rubalise
- Piquets bois (type jalon de piste) – 1 piquet/10m,
- Panneaux d'information

Période d'application : Tout au long du chantier

8.3. MESURES DE REDUCTION

8.3.1. *MR1 : Adaptation du calendrier de chantier*

Les travaux seront réalisés après le 15 aout pour réduire le risque de dérangement et de destruction des espèces potentiellement reproductrice sur le site.

8.3.2. *MR2 : Protection contre le risque de pollution turbide et chimique*

Le risque de pollution chimique est dû à l'utilisation d'engins et d'outils motorisés dans les zones mises à nu. Pour limiter ce risque et parer tout incident éventuel, plusieurs préconisations seront appliquées.

Le risque de pollution turbide est dû aux ruissellements sur des terrains ou le sol a été mobilisé par les travaux eux-mêmes ou le passage d'engins.

8.3.2.1. *Mise en place de bac de décantation et de filtre botte de paille*

Un bassin de récupération avec un filtre à sédiment sera installé afin de récupérer les eaux de chantier au niveau de chaque cunnette. Le filtre à sédiments (à retirer à la fin des travaux) permettra de filtrer ces eaux de chantier avant qu'elles soient reinfiltrees dans le milieu naturel réduisant les risques de pollution du cours d'eau en aval des terrassements par des matières en suspension.

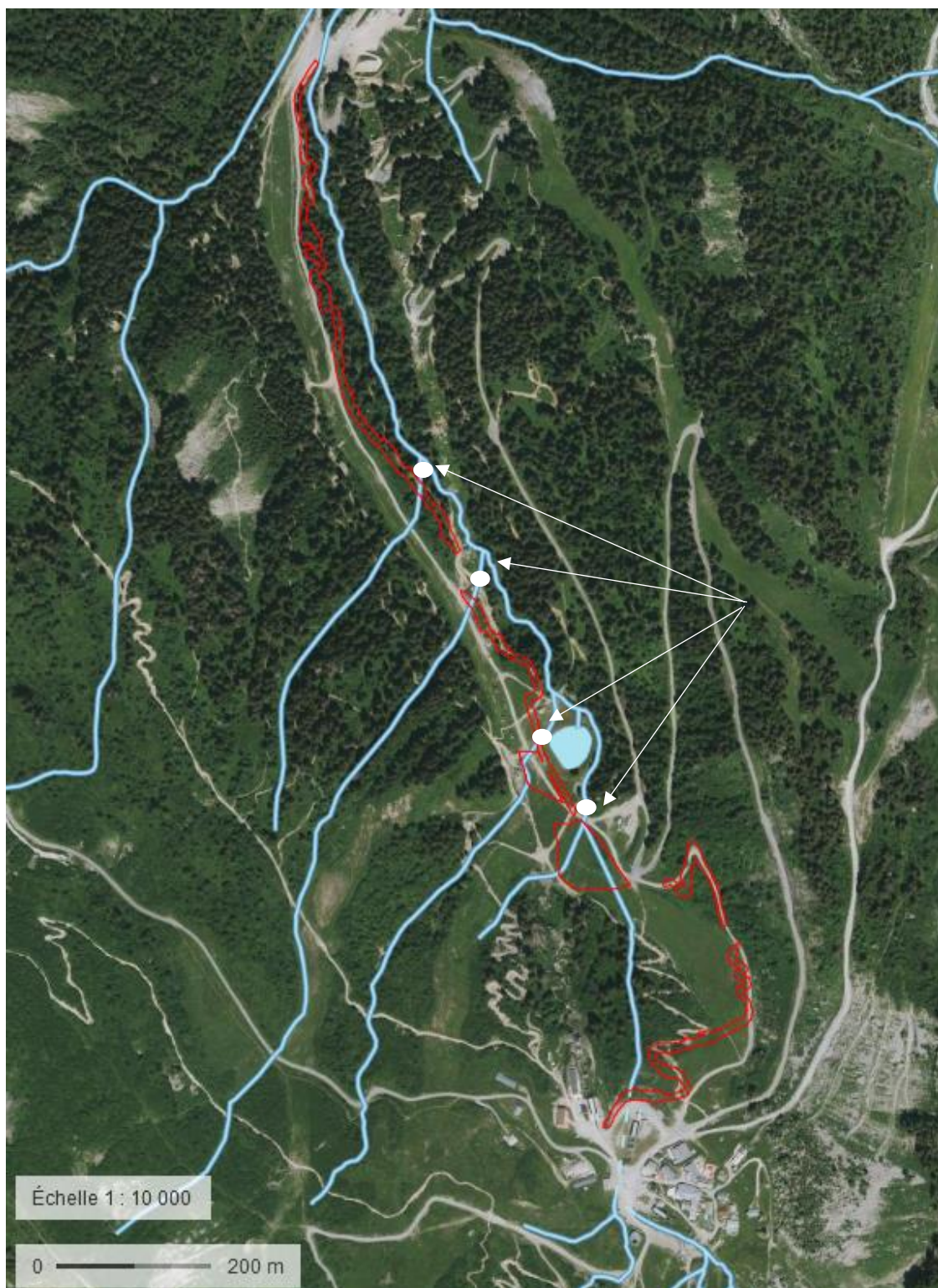
Ce système va également permettre une diffusion des eaux moins rapide.

Une botte de paille sera installée comme filtre à sédiments.



EXEMPLE DE FILTRE A SEDIMENTS MIS EN PLACE AU NIVEAU D'UN BASSIN DE RECUPERATION DES EAUX – AX LES THERMES

Voir la localisation des filtres à mettre sur la zone de projet.



8.3.2.2. Kits antipollution

Chaque engin sera équipé d'un kit antipollution conforme à l'engin concerné. Le personnel des entreprises de réalisation sera informé de la présence de ce kit et formé à son utilisation. La manipulation d'outils motorisés fera également l'objet d'une manipulation attentive. Les équipes à pied seront elle-aussi équipées d'au moins un kit antipollution.

8.3.2.3. Gestion des déchets

Les déchets produits par les constructions seront gérés selon la réglementation en vigueur. Leur stockage ne sera possible que sur les aires de stockage qui seront définies lors de l'installation de la base vie du chantier. Des contenants adaptés seront fournis par les entreprises de réalisation à qui incombera la charge de leur collecte et de leur élimination.

8.3.2.4. Limitation des travaux en période de pluie

Les travaux de terrassement seront stoppés lors des événements pluvieux importants pour éviter les ruissellements de surface.

8.3.3. MR3 - Plan de circulation, de stationnement et de stockage

Les engins emprunteront les pistes carrossables déjà existantes afin d'éviter toutes divagations. Le stationnement de longue durée (nuits et jours non travaillés) ne sera possible que sur les aires dédiées représentées sur la carte.

Les stockages seront conformes à la réglementation. Autrement dit, leurs positions, leurs modalités (contenant, quantité, approvisionnement) seront définies en fonction de la substance et/ou du matériel, et ce, sous le contrôle du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre.

De plus, les bases vie et les stockages des matériaux seront réalisés sur une surface imperméable type parking.

8.3.4. MR4 : Revégétalisation des espaces terrassés

Toutes les zones remaniées ainsi que celles dégradées par les déambulations d'engins de chantier qui n'a pas fait l'objet du replaquage des mottes de terres seront revégétalisées.

La revégétalisation consiste à semer un mélange de graines, auquel sont ajoutés des éléments nutritifs et de fixation pour tenir le mélange en place en cas de pentes fortes.

Ce mélange n'est pas composé de plantes envahissantes et les plantes allochtones disparaissent du cortège au bout de quelques années pour laisser ensuite la place aux plantes autochtones dont l'implantation est de fait facilitée par un mélange de graine adapté au site.

Une végétalisation permet une résilience du milieu en 2 à 3 ans en termes paysager et fourrager, en 10 à 15 ans en termes de dynamique naturelle.

8.3.5. MR5 : Précautions lors de l'abattage des arbres

Dans le but d'éviter tout risque de mortalité d'espèces protégées, les arbres potentiellement favorables au gîte des chiroptères devront faire l'objet d'une mesure d'abattage en suivant un protocole spécifique.

Le passage d'un écologue sur la zone devra être effectué en amont du défrichage. L'écologue devra pointer les arbres à cavité.

- Protocole dans le cas d'observation d'un ou plusieurs arbres à cavité :

L'écologue devra vérifier si la cavité est occupée.

Dans ce cas, un dispositif « chaussette anti-retour » devra être placé sur l'arbre. Ce dispositif devra être installé à la tombée de la nuit, une fois que l'individu présent dans la cavité soit parti chasser. Ce dispositif permet d'éviter le retour de l'individus dans la cavité et permet d'éviter le risque de destruction d'individus.

Dans tous les cas, l'abattage de ces arbres gîtes devra se faire de manière douce avec un accompagnement jusqu'au sol avec une pince mécanique ou avec un système de cordage et de poulies.

- Protocole dans le cas où aucun arbre à cavité n'est observé :

Le défrichage pourra être réalisé sans précautions particulières après le 15 aout.

Période d'application de la mesure :

Cette mesure devra être mise en place juste avant le défrichage.

L'écologue sera prévenu de la date d'intervention de l'entreprise de défrichage. Il devra également prévenir l'entreprise intervenant sur le site de la présence ou non d'arbres à cavité.

8.3.6. MR6 : Concertation avec l'agriculteur du site

Une réunion de concertation avec l'agriculteur devra être réalisée en amont du chantier afin de lui présenter les travaux, la durée et la localisation des terrassements.

8.4. MESURES DE SUIVI

8.4.1. MS1 – Suivi de chantier environnemental

La mesure MS1 a pour objectif le contrôle du respect des mesures énoncées dans la présente demande d'examen au cas par cas.

Cette mesure prévoit deux visites sur le chantier avec, pour chacune, des comptes rendus.

- 1 réunion d'échange suite aux conclusions du passage prévu dans la mesure MAP1,
- 1 réunion de lancement avec l'entreprise de terrassements pour la mise en place des préconisations de mises en défens
- 1 réunions en cours de travaux pour attester de l'efficacité des mesures et les réadapter si besoin

9. EFFETS CUMULES

9.1. DEMANDE D'EXAMEN AU CAS PAR CAS SUR LE COMMUNE DE CHATEL

2020 et 2021 – Confortement du lit du torrent de la Fiolaz, du gué de Béchigne à la confluence – décision n°2020 ARA-KKP-2706 puis n°2021-ARA-KKP03407 – Dispense d'étude d'impact

- ➔ A 6.5km à vol d'oiseau de la zone projetée -> pas d'incidences cumulées au vue de la distance et de l'absence d'effets prévisibles communs.

9.2. EVALUATION ENVIRONNEMENTALE TYPE ETUDE D'IMPACT

2021 – Remplacement du télésiège de Conches – deuxième avis rendu le 30 mars 2021

- ➔ A 6.5km à vol d'oiseau de la zone projetée -> peu d'incidences cumulées au vue de la distance.

A noter la présence des mêmes cortèges forestier qui seront déranger lors des travaux, ici à compter du 15/08 pour éviter les périodes sensibles.

2019 – Remplacement du télésiège de Morclan – Absence d'avis en date du 22 mars 2019

- ➔ A 6.5km à vol d'oiseau de la zone projetée -> peu d'incidences cumulées au vue de la distance.

A noter la présence des mêmes cortèges forestier qui seront déranger lors des travaux, ici à compter du 15/08 pour éviter les périodes sensibles.

2018 – Remplacement du télésiège de Pierre Longue - Absence d'avis en date du 9 mai 2018

Le télésiège de Pierre Longue est l'appareil qui survole la zone d'étude. Il a été démonté et reconstruit avec un télésiège 6 place débrayable en 2018.

Les effets cumulés sont notamment le nouveau dérangement de ce vallon (habitats forestiers et prairiaux). Les dates de chantier ont été adaptées pour limiter les incidences sur périodes sensibles des cycles biologiques des espèces en présence.

10. CONCLUSION

Le projet prévoit la création d'une piste de luge en hiver en bordure de l'actuelle piste de ski Les Rochassons. Au total, l'emprise des terrassements totale est de 2,62 ha et le projet est équilibré en matériaux.

La partie aval de la piste sera enneigée au moyen de l'actuel réseau d'enneigement (pas de création de réseaux, d'antenne ou de pause de nouvel enneigement). Les surfaces supplémentaires induisent l'utilisation de 1800m³ d'eau supplémentaires autorisées dans les droits d'eau de la station pour cette utilité.

0.46ha de défrichement seront nécessaires pour l'établissement de la piste.

Le projet a été réfléchi en marge de la piste existante et affiné pour réduire les emprises de terrassement.

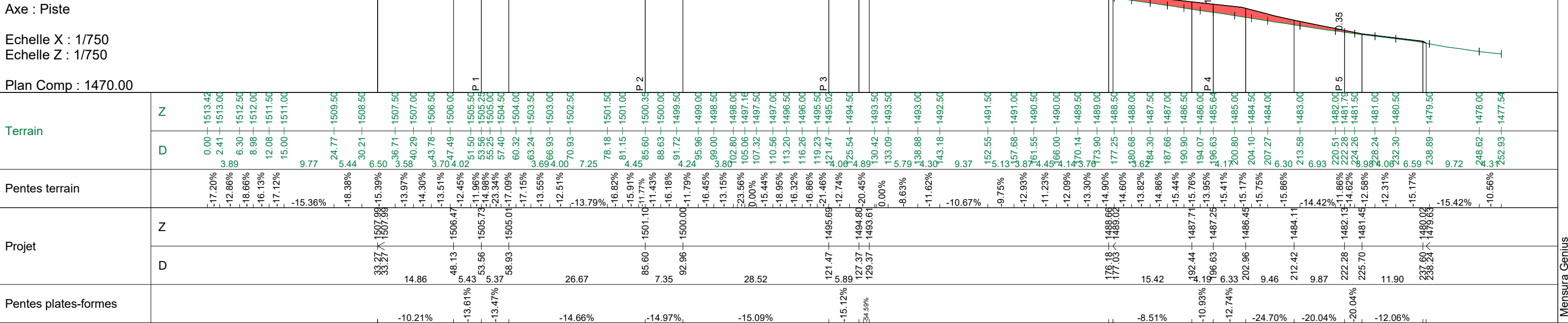
Les mesures suivantes sont préconisées et engagées par le maître d'ouvrage :

- MAP1 : passage d'écologue pour le repérage des espèces protégées
- MAP2 : Etude géotechnique préalable
- ME1 - Passage d'un écologue en amont du début des travaux pour vérifier la présence d'arbres à cavité
- ME2 – Mise en défens des secteurs à enjeux
- MR1 – Adaptation du calendrier de chantier (démarrage des travaux à compter du 15/08)
- MR2 – Protection contre le risque de pollution turbide et chimique avec notamment des bac de décantation et des filtres temporaires en botte de paille
- MR3 – Plan de circulation, de stationnement et de stockage
- MR4 – Revégétalisation des espaces terrassés
- MR5 – Précaution lors de l'abattage des arbres
- MR6 – Concertation avec l'agriculteur du site
- MS1 – Suivi des mesures (sensibilisation et contrôle) lors du chantier et en N+1

Au vu des impacts et sous réserve des mesures, une évaluation environnementale de type étude d'impact ne semble pas nécessaire.

11. ANNEXE

11.1. ANNEXE 1 – PROFIL EN LONG DU PROJET



11.2. ANNEXE 2- DROIT D'EAU DE LA STATION



PRÉFECTURE DE LA HAUTE-SAVOIE

direction
départementale
de l'Équipement
et de l'Agriculture
Haute-Savoie

service eau - environnement
cellule politique de l'eau,
assainissement, ouvrages
hydrauliques et ressources

référence :
W:\Eau\01_Travaux\Sectorisation_
DDEA\Chablais_Leman\autorisation_
ns\2009\ARP_chatel_prelevement_
dranse.odt
affaire suivie par :
Mathieu DELILLE

Annecy, le 30 juillet 2009

Arrêté n°DDEA-2009.651

**AUTORISATION DE PRELEVEMENT D'EAU
DANS LA DRANSE**
Milieu récepteur : Dranse d'Abondance
Commune de Chatel

**LE SECRETAIRE GENERAL CHARGE
DE L'ADMINISTRATION DE L'ETAT
DANS LE DEPARTEMENT**

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L123-1 à L123-16 et R123-1 à R123-23 (enquêtes publiques susceptibles d'affecter l'environnement), L214-1 à L214-8 (enquêtes publiques au titre de l'eau et des milieux aquatiques) ;

Vu le code de l'environnement, notamment son article R214-1 relatif à la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L214-1 à L214-6 ;

Vu les rubriques 3.1.1.0, 1.2.1.0, 3.2.2.0., 3.1.3.0, 3.2.6.0. de l'Article R214-1 du code de l'environnement ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles R214-6 à R214-31 relatifs aux dispositions applicables aux opérations soumises à autorisation ;

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret du 18 juillet 2007 portant nomination de M. le Préfet de la Haute-Savoie ;

Vu le décret du Président de la République en date du 18 juillet 2007 portant nomination de M. Michel BILAUD en qualité de Préfet de la Haute-Savoie,

Vu le décret du 17 mars 2008 portant nomination de M. Jean-François RAFFY en qualité de Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Savoie,

Vu le décret du 2 juin 2009 portant admission de M. le Préfet Michel BILAUD, à la retraite à compter du 1^{er} juillet 2009,

Vu la circulaire NOR.INT.A.04.00072.C du 10 juin 2004 relative à la suppléance et à l'intérim des fonctions préfectorales,

Vu la demande de la SAEM SPORTS ET TOURISME en date du 19 janvier 2009 et le dossier l'accompagnant par laquelle il sollicite l'autorisation de création d'une retenue d'altitude au Queyset, sur la commune de Chatel ;

horaires d'ouverture :
8h30-12h00 / 13h30-17h00
(16h00 le vendredi)

adresse :
15 rue Henry-Bordeaux
74998 Annecy cedex 9

téléphone :
04 50 33 78 00

télécopie :
04 50 27 96 09

courriel :
ddea-haute-savoie
@equipement-agriculture.gouv.fr

internet :
www.haute-savoie.equipement-
agriculture.gouv.fr

Vu la décision du Président du Tribunal Administratif en mercredi 11 février 2009 ;

Vu l'Arrêté Préfectoral n°DDEA-2009.181 du jeudi 12 mars 2009 prescrivant une enquête publique dans la commune de Chatel ;

Vu le dossier d'enquête et le registre y afférent ;

Vu les pièces constatant que :

1° l'avis d'enquête établi par mes soins a été publié, affiché et inséré dans deux journaux locaux diffusés dans le département au moins 15 jours avant l'enquête, et rappelé dans les 8 premiers jours de l'enquête, soit : Le Messenger et le Dauphiné Libéré les 2 et 23 avril 2009;

2° le dossier d'enquête est resté déposé pendant 37 jours du lundi 20 avril 2009 au mardi 26 mai 2009 inclus en mairie de Chatel ;

Vu le mémoire en réponse aux observations figurant au dossier d'enquête publique, produit par le pétitionnaire en date du 10 juin 2009;

Vu le rapport et les conclusions motivées, favorables à l'opération, de Monsieur le commissaire-enquêteur en date du 29 juin 2009 ;

Vu l'avis favorable de la commune de CHATEL en date du 28 avril 2009 ;

Vu l'avis de Monsieur le Sous-Préfet de l'Arrondissement de THONON-LES-BAINS en date du 02/07/09 ;

Vu l'avis favorable émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques de HAUTE-SAVOIE en date du 8 juillet 2009

CONSIDERANT

Que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

ARRETE

Titre I - OBJET DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1er - OBJET DE L'AUTORISATION

La Commune de CHATEL est autorisée au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du Code de l'Environnement à créer une retenue collinaire sur le site du QUEYSET et à réaliser des prélèvements en eau tels qu'ils sont décrits dans l'article 3 du présent arrêté afin d'exploiter les retenues collinaires de Plaine Dranse et du Queyset pour l'enneigement artificiel.

Les rubriques définies à l'article R214-1 du code de l'environnement et concernées par cette opération sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime
1.2.1.0	A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L 214-9 du Code de l'Environnement, prélèvements et installations et ouvrages permettant le prélèvement, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe : 1° d'une capacité totale maximale supérieure ou égale à 1 000 m ³ /heure ou à 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau (A) 2° d'une capacité totale maximale comprise entre 400 et 1 000 m ³ /heure ou entre 2 et 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau (D)	Autorisation
3.1.1.0	Installations, ouvrages, remblais et épis, dans le lit mineur d'un cours d'eau, constituant 1° un obstacle à l'écoulement des crues 2° un obstacle à la continuité écologique entraînant une différence de niveau supérieure ou égale à 50 cm, pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation.	Autorisation
3.2.2.0	Installations, ouvrages, remblais dans le lit majeur d'un cours d'eau : 1° surface soustraite supérieure ou égale à 10 000 m ² (A) 2° surface soustraite supérieure ou égale à 400 m ² et inférieure à 10 000 m ² (D) Au sens de la présente rubrique, le lit majeur du cours d'eau est la zone naturellement inondable par la plus forte crue connue ou par la crue centennale si celle-ci est supérieure. La surface soustraite est la surface soustraite à l'expansion des crues du fait de l'existence de l'installation ou ouvrage, y compris la surface occupée par l'installation, l'ouvrage ou le remblai dans le lit majeur	Autorisation
3.1.3.0.	Installations ou ouvrages ayant un impact sensible sur la luminosité nécessaire au maintien de la vie et de la circulation aquatique dans un cours d'eau sur une longueur supérieure ou égale à 100 m.	Déclaration
3.2.6.0.	Digues de protection contre les inondations et submersions	Autorisation

ARTICLE 2 – DISPOSITIONS GENERALES DE L'AUTORISATION DE PRELEVEMENT

Le bénéficiaire d'une autorisation de prélèvement est tenu de respecter les dispositions et valeurs figurant dans son arrêté préfectoral d'autorisation.

En outre, lors de la réalisation d'un prélèvement, le bénéficiaire de l'autorisation de prélèvement ne doit en aucun cas dépasser les seuils de déclaration ou d'autorisation des autres rubriques de la nomenclature sans en avoir fait au préalable la déclaration ou la demande d'autorisation et avoir obtenu le récépissé de déclaration ou l'autorisation.

Toute modification notable apportée par le bénéficiaire de l'autorisation aux ouvrages ou installations de prélèvement, à leur localisation, leur mode d'exploitation, aux caractéristiques principales du prélèvement lui-même (débit, volume, période), tout changement de type de moyen de mesure ou de mode d'évaluation de celui-ci, ainsi que tout autre changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation ou de l'autorisation elle-même doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet. Celui-ci peut, selon les cas, prendre par arrêté préfectoral des prescriptions complémentaires ou exiger le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation.

ARTICLE 3 – CARACTERISTIQUES DES PRELEVEMENTS AUTORISES

3.1 – Situation géographique des prélèvements

La Commune de CHATEL est autorisée à utiliser deux ressources pour remplir les retenues de Plaine Dranse et du Queyset :

- Le captage situé à proximité de la retenue de Plaine Dranse
- Le captage de Pré la Joux

3.2 – Volumes et débits prélevés pour le remplissage des retenues collinaires de Plaine Dranse et Pré la Joux

Les débits instantanés, volumes annuels maximaux et les périodes de prélèvements autorisés sont :

- Débit instantané de 3 l/s à partir du captage situé à proximité de la retenue de Plaine Dranse,
- Débit instantané de 16,6 l/s maximum à partir du captage de Pré la Joux
prélèvement autorisé du 1^{er} avril au 30 juin

Le volume annuel maximum pouvant être prélevé est de 130 000 m³ pour remplir les deux retenues . En outre, un maintien à niveau des lacs est autorisé du 1^{er} septembre au 1^{er} novembre sous réserve que les débits des cours d'eau tels qu'indiqués à l'article 7 soient effectifs.

3.3 – Réduction ou suspension provisoire des prélèvements

Le Préfet peut, sans que le bénéficiaire de l'autorisation puisse s'y opposer ou solliciter une quelconque indemnité, réduire ou suspendre temporairement le prélèvement dans le cadre des mesures prises au titre du Décret n° 92-1041 du 24 septembre 1992 relatif à la limitation ou à la suspension provisoire des usages de l'eau.

ARTICLE 4 – CONDITIONS D'IMPLANTATION DES OUVRAGES ET INSTALLATIONS DE PRELEVEMENTS

La retenue du Queyset et les installations connexes sont prévues d'être réalisés dans la Vallée de la Dranse d'Abondance sur le territoire de la Commune de CHATEL.

L'ensemble des prélèvements est réuni dans la retenue de Plaine Dranse qui sera alimentée par pompage depuis le captage de Pré la Joux et gravitairement par le captage de Plaine Dranse. Le groupes de pompage à mettre en place doit avoir les caractéristiques suivantes :

- il doit être équipé d'un système de mesure qui permettent d'asservir le débit des pompes aux débits effectivement prélevables ;
- il doit permettre de refouler un débit maximum de 16,6 l/s.

Les ouvrages et installations de prélèvement d'eau doivent être conçus de façon à éviter le gaspillage d'eau. A ce titre, le bénéficiaire prend, si nécessaire, des dispositions pour limiter les pertes des ouvrages de dérivation, des réseaux et installations alimentés par les prélèvements dont il a la charge.

ARTICLE 5 – CARACTERISTIQUES DES OUVRAGES ET INSTALLATIONS DE PRELEVEMENTS

Le bénéficiaire prend toutes les dispositions nécessaires, notamment par l'installation de bacs de rétention ou d'abris étanches, en vue de prévenir tout risque de pollution des eaux par les carburants et autres produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux issues du système de pompage et notamment les fluides de fonctionnement du moteur thermique fournissant l'énergie nécessaire au pompage, s'il y a lieu.

Chaque installation de prélèvement doit permettre le prélèvement d'échantillons d'eau brute.

Le bénéficiaire s'assure de l'entretien des ouvrages et installations de surface utilisés pour les prélèvements de manière à garantir la protection de la ressource en eau superficielle et souterraine.

Tout incident ou accident ayant porté ou susceptible de porter atteinte à la qualité des eaux ou à leur gestion quantitative et les premières mesures prises pour y remédier sont déclarés au Préfet par le bénéficiaire de l'autorisation dans les meilleurs délais.

Sans préjudice des mesures que peut prescrire le Préfet, le bénéficiaire de l'autorisation doit prendre ou faire prendre toutes mesures utiles pour mettre fin à la cause de l'incident ou l'accident portant atteinte au milieu aquatique, pour évaluer leurs conséquences et y remédier.

ARTICLE 6 – CONDITIONS DE SUIVI ET SURVEILLANCE DES PRELEVEMENTS

Chaque ouvrage et installation de prélèvement est équipé de moyens de mesure ou d'évaluation appropriés du volume prélevé et d'un système permettant d'afficher pendant toute la période de prélèvement les références de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Devront notamment être mesurés :

- les quantités d'eau permettant le remplissage des retenues de plaine Dranse et de Queyset que ce soit gravitairement ou par refoulement,
- les volumes prélevés dans chaque lac pour alimenter le réseau d'enneigement artificiel

Toute modification ou tout changement de type de moyen de mesure ou d'évaluation par un autre dispositif doit être préalablement porté à la connaissance du préfet. Celui-ci peut, après avis du conseil départemental d'hygiène, par arrêté motivé, demander la mise en place de moyens ou prescriptions complémentaires.

Un compteur volumétrique sera installé au niveau du poste de refoulement vers le lac du Queyset. Il sera choisi en tenant compte de la qualité de l'eau prélevée et des conditions d'exploitation de l'installation ou de l'ouvrage, notamment le débit moyen et maximum de prélèvement et la pression du réseau à l'aval de l'installation de pompage. Le choix et les conditions de montage du compteur doivent permettre de garantir la précision des volumes mesurés. Les compteurs volumétriques équipés d'un système de remise à zéro sont interdits. Un dispositif de mesure en continu des volumes autre que le compteur volumétrique peut être accepté dès lors que le pétitionnaire démontre sur la base d'une tierce expertise que ce dispositif apporte les mêmes garanties qu'un compteur volumétrique en terme de représentativité, précision et stabilité de la mesure. Ce dispositif doit être infalsifiable et doit permettre de connaître également le volume cumulé du prélèvement.

Pour les autres points de mesure, le pétitionnaire met en place les moyens les plus adaptés pour mesurer de façon précise, en continu et en cumulé, le volume prélevé ou, à défaut, estimer ce volume, au droit de l'installation ou de l'ouvrage de prélèvement. Ces moyens sont choisis en fonction des caractéristiques de l'ouvrage ou de l'installation de prélèvement concerné et des technologies disponibles à un coût acceptable. L'estimation du volume ne peut être acceptée que si sa mesure n'est pas technologiquement possible à un coût acceptable. Des systèmes fournissant des résultats équivalents peuvent être acceptés. En cas d'estimation du volume prélevé, il est obligatoirement procédé à une évaluation du débit instantané maximum prélevable par l'ouvrage ou l'installation en fonctionnement. La méthode utilisée, les conditions opératoires de cette évaluation ainsi que les résultats obtenus sont portés à la connaissance du Préfet.

Les moyens de mesure et d'évaluation du volume prélevé doivent être régulièrement entretenus, contrôlés et, si nécessaire, remplacés, de façon à fournir en permanence une information fiable.

Le bénéficiaire de l'autorisation consigne sur un registre ou cahier, les éléments du suivi de l'exploitation de l'ouvrage ou de l'installation de prélèvement ci-après :

- pour les prélèvements par pompage, les volumes prélevés mensuellement et annuellement et le relevé de l'index du compteur volumétrique à la fin de chaque campagne de prélèvement dans le cas de prélèvement saisonnier ;
- pour les autres types de prélèvements, les valeurs des volumes prélevés mensuellement et annuellement ou les estimations de ces volumes et les périodes de fonctionnement de l'installation ou de l'ouvrage ;
- les incidents survenus au niveau de l'exploitation et, selon le cas, au niveau de la mesure des volumes prélevés ou du suivi des grandeurs caractéristiques ;
- les entretiens, contrôles et remplacements des moyens de mesure et d'évaluation.

Le Préfet peut, par arrêté, fixer des modalités ou des dates d'enregistrement particulières ainsi qu'une augmentation de la fréquence d'enregistrement, pendant les périodes sensibles pour l'état des ressources en eau et des milieux aquatiques.

Ce registre est tenu à la disposition des agents du contrôle ; les données qu'il contient doivent être conservées 3 ans par le pétitionnaire.

Les opérations de vidange, lorsqu'elles sont nécessaires, feront l'objet d'une demande spécifique d'autorisation auprès de l'administration chargée de la police des eaux.

ARTICLE 7 – MESURE DE RESTITUTION DU DEBIT RESERVE

Un dispositif calibré permettant la mesure des débits devra être mis en place :

- au niveau de Plaine Dranse ;
- au niveau du captage de Pré La Joux.

Il devra être accessible en tous temps aux représentants de l'administration chargée de la police des eaux.

Dans le cas où il n'existe pas d'appareils permettant la mesure de l'ensemble des débits qui transitent dans ces cours d'eau sur une année, il sera donné préférence à la mesure des faibles débits.

Le débit réservé ne doit pas être inférieur aux valeurs suivantes :

- au niveau de Plaine Dranse : 57 l/s ;
- au niveau du captage de Pré La Joux : 60 l/s.

Ces dispositifs ainsi que l'ensemble des appareils de mesure prévus à l'article 6 doivent être mis en place avant le premier remplissage de la retenue du Queyset.

ARTICLE 8 – CONDITIONS D'ARRET D'EXPLOITATION DES OUVRAGES ET D'INSTALLATION DE PRELEVEMENTS

En dehors des périodes d'exploitation et en cas de délaissement provisoire, les installations et ouvrages de prélèvement sont soigneusement fermés ou mis hors service afin d'éviter tout mélange ou pollution des eaux par la mise en communication des eaux de surface et notamment de ruissellement. Les carburants nécessaires au pompage et autres produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux sont évacués du site ou confinés dans un local étanche.

En cas de cessation définitive des prélèvements, le bénéficiaire de l'autorisation en fait la déclaration auprès du Préfet au plus tard dans le mois suivant la décision de cessation définitive des prélèvements.

Dans ce cas, tous les carburants et autres produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux, les pompes et leurs accessoires sont définitivement évacués du site de prélèvement.

Les travaux prévus pour la remise en état des lieux sont portés à la connaissance du Préfet un mois avant leur démarrage.

ARTICLE 9 – DISPOSITIONS DIVERSES CONCERNANT LES PRELEVEMENTS

Le bénéficiaire de l'autorisation est tenu de laisser accès aux agents chargés du contrôle dans les conditions prévues à l'article L. 216-4 du code de l'environnement.

Titre III – DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 10 - CONFORMITÉ AU DOSSIER ET MODIFICATIONS

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportées aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être porté, avant sa réalisation à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R214-18 du code de l'environnement.

ARTICLE 11 - CARACTÈRE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'État exerçant ses pouvoirs de police.

Faute par le permissionnaire de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et, prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du permissionnaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions au code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux dispositions prescrites, le permissionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par la présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

ARTICLE 12 - DÉCLARATION DES INCIDENTS OU ACCIDENTS

Le permissionnaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre toutes dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

ARTICLE 13 - ACCÈS AUX INSTALLATIONS

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

ARTICLE 14 - DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 15 - AUTRES RÉGLEMENTATIONS

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

ARTICLE 16 - PUBLICATION ET INFORMATION DES TIERS

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire. Il sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture et mis à la disposition du public sur le site Internet de la Préfecture pendant une durée d'au moins un an.

Cet arrêté sera affiché pendant un mois en mairie de Chatel.

Un avis rappelant la délivrance de la présente autorisation et les lieux où le dossier peut être consulté sera publié par les soins des services de la Préfecture (Direction Départementale de l'Équipement et de l'Agriculture – Service Eau - Environnement) aux frais du pétitionnaire dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

Le dossier sur l'opération autorisée est mis à la disposition du public dans la Mairie de Chatel et à la Direction Départementale de l'Équipement et de l'Agriculture (Service Eau - Environnement) pendant une durée de deux mois à compter de la publication de l'arrêté d'autorisation.

ARTICLE 17 - VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

Le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux dans un délai de deux mois à compter de la publication de la présente autorisation au Recueil des Actes Administratifs. Le silence gardé par l'administration pendant plus deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R421-2 du code de justice administrative.

Dans le même délai de deux mois, le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent à compter de sa publication au Recueil des Actes Administratifs par le pétitionnaire et dans un délai de quatre ans par les tiers dans les conditions de l'article L514-6 du code de l'environnement.

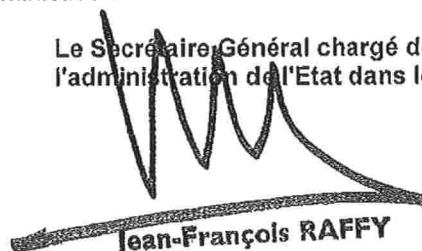
ARTICLE 18 - EXECUTION

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Savoie,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement et de l'Agriculture,
- SAEM SPORTS ET TOURISME,
- Monsieur le Maire de Chatel,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le Sous-Préfet de l'Arrondissement de THONON-LES-BAINS,
- Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
- MM. les Présidents des Chambres d'Agriculture, de Commerce et de l'Industrie et des Métiers de Haute-Savoie,
- Monsieur le Chef du Service Départemental de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques,
- Monsieur le Président du Tribunal Administratif.

Le Secrétaire Général chargé de
l'administration de l'Etat dans le Département



Jean-François RAFFY